

# CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

SOUS LA DIRECTION DE

Anne DULPHY

AVEC

Sophie AGOSTINI-HEINRICH\*, Aurélien BARBE, Emmanuel BOURDONCLE,  
Sarah CASSELLA, Manon-Nour TANNOUS, Jonathan JUNG\*\*\*

---

\* Maître de conférences à l'École polytechnique (France) et à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France), chercheur rattachée au Centre d'histoire de la Fondation nationale des Sciences politiques (France).

\*\* Chercheur associée au Centre Thucydide – Analyse et recherches en relations internationales de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France) et au Centre de recherches interdisciplinaires en sciences humaines et sociales (CRISES, France).

\*\*\* Doctorants rattachés au Centre Thucydide – Analyse et recherches en relations internationales de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

## SOMMAIRE

*Hommage à Jacqueline de Romilly*

*Prix Albert Thibaudet*

*Notes de lecture*

*Chronique des ouvrages 2010*

*L'Afrique dans les relations internationales*

Cinquantenaire des indépendances africaines : colonisation, décolonisation, francophonie

L'Afrique du Sud

Défis africains

*L'Asie, un poids sans cesse croissant*

Entre puissances émergentes de l'Asie

Puissances majeures et questions subrégionales

*Chronique des revues 2010*

*L'Union européenne, entre défis intérieurs et affirmation internationale*

Numéros spéciaux

La Grande-Bretagne

La crise financière et l'euro

L'Union européenne, acteur des relations internationales

*La Chine, à nouveau Empire du milieu*

La redéfinition de la puissance chinoise

Inde, partenaire régional

Les équilibres asiatiques

*La Russie : renforcer un statut de puissance*

Numéros spéciaux

Les faiblesses de la politique intérieure

Les relations bilatérales, entre rapprochement et continuité

Les évolutions en matière de sécurité

## HOMMAGE A MADAME JACQUELINE DE ROMILLY

L'Association des internationalistes a publié, dans son dernier bulletin de liaison en ligne, *Aquilon* (n° 3, janvier 2011), un hommage à Jacqueline de Romilly après sa disparition. Le Centre Thucydide, qui perpétue la mémoire du grand historien athénien, fondateur de l'étude des relations internationales, et dont les membres participent activement à l'Association, ne saurait manquer de s'associer à cet hommage, en son nom comme en celui de tous les auteurs de *l'Annuaire français de relations internationales*. On le trouvera reproduit ci-dessous.

Madame Jacqueline de Romilly a consacré l'essentiel de ses travaux à la Grèce, à Athènes, à Thucydide. « A Thucy pour la vie » : telle était la dédicace qu'un peintre de ses amis avait placée sur son portrait, après la soutenance de sa thèse. *La Guerre du Péloponnèse*, cet ouvrage de Thucydide, qui remonte à vingt-cinq siècles, est toujours considéré comme l'un des textes fondateurs de l'étude des Relations internationales. Albert Thibaudet lui a par exemple consacré, en 1922, un ouvrage trop oublié, *La Campagne avec Thucydide*, comparaison éclairante entre cette guerre antique et la Première Guerre mondiale. Plus largement, l'apport de la pensée antique, grecque ou latine aux Relations internationales ne saurait être négligé, même s'il semble aujourd'hui submergé par la prédominance des doctrines et réflexions américaines.

Et pourtant, au XIX<sup>e</sup> siècle encore, les humanités, le latin, le grec étaient le socle de l'enseignement littéraire et philosophique en Europe, la base de l'éducation politique des Européens, socle à partir duquel se formaient les esprits et se forgeaient les caractères. Le XX<sup>e</sup> siècle, en écartant progressivement l'enseignement du latin et du grec, a érodé puis détruit ce socle et les jeunes générations en sont aujourd'hui profondément éloignées. Le monde gréco-latin est ainsi devenu une sorte d'Atlantide, un continent perdu, un continent oublié. Madame de Romilly a mené un juste combat contre cette dépossession. Nul doute en effet que l'apport de la Grèce et de Rome ne reste fondamental.

La Grèce, Rome : on les associe souvent pour un héritage commun, mais il faut aussi les distinguer. Un historien du monde antique disait voici quelques années : « *on est pour Athènes ou pour Rome* » – et il ajoutait : « *moi, je suis pour Rome* ». Rome, c'est la domination, la puissance publique, le droit. Athènes, c'est le monde accessible à la raison, la recherche de la vie juste, c'est la quête des normes. Madame de Romilly était certainement pour la Grèce et, dans la Grèce, pour Athènes. On doit à cette personnalité exceptionnelle une œuvre considérable et qui restera. Entre autres, sa lumineuse préface, dans l'édition de *La Pléiade*, aux écrits de Thucydide et d'Hérodote, *Janus bifrons*, l'étude singulière et rationnelle d'un événement particulier d'un côté, le vagabondage entre peuples et cultures différents, entre mythes et enquêtes, de l'autre.

Plus largement, resteront ses études sur la civilisation athénienne, sa réhabilitation des Sophistes, la symbiose entre les différents aspects de la vie publique, qui marquent la solidarité entre organisation politique interne et rapports internationaux. Madame de Romilly a fait de ce monde disparu, de ces auteurs dont beaucoup ne sont plus qu'à peine connus, même d'un public cultivé, nos contemporains. Elle a montré le caractère actuel et vivant de leur pensée. Tous ceux qui se consacrent à l'étude des Relations internationales tirent et tireront le plus grand profit de la lecture de ses ouvrages, comme du retour aux textes qu'elle a étudiés, comme elle immortels.



## PRIX ALBERT THIBAUDET

Fondé en 2008, le prix Albert Thibaudet est attribué chaque année par un jury de douze personnes, universitaires et diplomates, présidé par Antoine Compagnon, professeur au Collège de France, et composé pour moitié de membres du Comité de rédaction et de lecture de l'*Annuaire français de relations internationales*. Il est décerné à l'auteur d'un ouvrage en langue française paru au cours des mois précédents et consacré aux relations internationales. Le prix, initialement parrainé par les sociétés Sanofi-Aventis et Thalès, a été attribué en 2008 à Lucien Bély, professeur à l'Université Paris-Sorbonne (Paris IV, France), pour son ouvrage *L'Art de la paix en Europe – Naissance de la diplomatie moderne (XVI<sup>e</sup>–XVIII<sup>e</sup> siècles)* (PUF, 2007), et en 2009 à l'ambassadeur Alain Dejammet pour son ouvrage *Paul-Louis Courier* (Fayard, 2009). Le prix Albert Thibaudet a été décerné pour 2010 à Yves Lacoste, pour son ouvrage *La Question post-coloniale*, dont on trouvera une analyse ci-dessous.

- Yves LACOSTE, *La Question post-coloniale*, Fayard, 2010

Les « études post-coloniales » se sont considérablement développées, tout d'abord dans la sphère anglo-saxonne et désormais en France, en particulier depuis une quinzaine d'années. Les thèmes de la « fracture coloniale » qui se perpétuerait dans le cadre des représentations que les populations d'origine européenne se feraient des populations d'origine immigrée, celui selon lequel les descendants des anciens colonisés sont des « indigènes de la République » au sein de la France, celui qui veut que les indépendances sont en réalité factices et que les puissances anciennement coloniales auraient réussi à perpétuer des rapports de domination économique, militaire et culturelle sont, sinon acceptés universellement, au moins devenus très communs dans les représentations que les populations ayant une origine ou une ascendance « coloniale » se font d'elles-mêmes. C'est aux études « post-coloniales », jugées trop abstraites et téléologiques, qu'Yves Lacoste veut répondre. La méthode suivie se veut pragmatique et historique : considérant que les études coloniales sont souvent marquées par un très haut degré d'abstraction, l'auteur propose de se rapprocher des faits, ce qui permet de leur rendre leur complexité. L'approche retenue est, il convient de le souligner, à la fois universelle et casuistique : universelle, en ce que l'ensemble des entreprises coloniales – celles en tout cas opérées par les sociétés européennes – fait l'objet d'une étude ; casuistique en ce qu'elle procède à une analyse relativement détaillée de chacune d'entre elles. Cette façon de faire vise à précisément montrer la variété des projets, des situations qui ont amené à un cas de colonisation. Il s'agit également ainsi de saisir des lignes de fracture à l'intérieur des sociétés colonisées elles-mêmes, la persistance de rivalités ou d'antagonismes au sein des sociétés « objets » de la colonisation, comme en atteste la question kabyle en Algérie. Il convient de noter qu'Y. Lacoste n'a pas en tant que telle pour ambition de décrire les situations coloniales elles-mêmes, si ce n'est de manière incidente, son objectif étant plutôt de se concentrer exclusivement sur l'avant (la conquête) et la fin du processus (la décolonisation et le fait post-colonial lui-même).

« Géopolitique », « historique », l'étude d'Y. Lacoste est avant tout éminemment politique. Le but de l'auteur n'est pas, en une quelconque manière, de « réhabiliter » le colonialisme, d'en dégager les « aspects positifs », selon une terminologie un temps et maladroitement consacrée par la loi française. Les crimes coloniaux, comme ceux perpétrés entre 1840 et 1846 par Bugeaud en Algérie – dont les méthodes rappellent celles qui ont été mises en œuvre pendant la guerre de Vendée –, ou les politiques plus ou moins coordonnées de répression lors des luttes pour les indépendances ne sont en aucun cas occultés. Cela étant, l'ouvrage cherche à rendre à l'histoire sa complexité, à apporter des nuances, à introduire de la raison dans un débat passionné et souvent rendu crispé par des

représentations réalisées *a posteriori* et acceptées sans réel débat. Il est toujours intéressant de regarder à qui un ouvrage s'adresse. *La Question post-coloniale* semble avoir en réalité des destinataires implicites bien plus larges que les personnes potentiellement convaincues par avance de la pertinence des thèses avancées, personnes qu'il s'agirait de conforter dans une opinion préétablie. C'est ce qui rend à cet égard la démarche originale, puisqu'elle vise à convaincre non pas un public déjà conquis, mais un auditoire avec lequel il est essentiel de poser les termes d'une réconciliation. La « question post coloniale » est essentielle en ce qu'elle conditionne des représentations politiques fondatrices, en particulier sur la question nationale ou identitaire.

Ce travail de dévoilement de la variété des itinéraires et voies qui ont conduit à des situations de colonisation, des modes de domination coloniale est évidemment très riche et il ne saurait être question d'en dégager les conclusions, souvent très finement esquissées, dégagées par Y. Lacoste. On notera d'ailleurs à ce propos que l'auteur renonce souvent à conclure en tant que tel – l'ouvrage se termine ainsi par un appel « *à ne pas conclure et à développer le dialogue entre tous ceux qui se soucient de ces questions* » –, signifiant ainsi que l'histoire des colonisations échappe en réalité à une formalisation qui se traduirait par l'instauration d'un cadre d'analyse universel et unilatéral. La complexité des itinéraires, des situations est à cet égard extrême. Ainsi, à rebours de l'idée selon laquelle l'installation de populations issues des anciennes colonies serait presque exclusivement liée à la satisfaction des besoins en main-d'œuvre bon marché de l'industrie, Y. Lacoste insiste sur le rôle des circonstances politiques, à l'intérieur des sociétés fraîchement décolonisées, qui ont motivé la première émigration issue des pays du Maghreb vers les anciennes métropoles colonisatrices, circonstances souvent liées à une fuite devant des régimes autoritaires et répressifs. Les conquêtes coloniales sont elles aussi marquées par des caractéristiques très subtiles à analyser : parfois imposées par la force, elles résultent aussi de tactiques propres aux élites locales, lesquelles s'appuient sur une puissance européenne pour arbitrer dans des conflits internes, et elles n'excluent pas non plus des phénomènes d'acculturation avec ces dernières, par le biais en particulier de pratiques matrimoniales. Dans le cas algérien, ce sont parfois les élites politiques et économiques locales qui ont contribué au processus de prise de contrôle territorial par le colonisateur. Le travail consiste donc à dénoncer des illusions rétrospectives – comme par exemple celle selon laquelle la colonisation résulterait d'un « plan » bien ordonné –, à y voir l'oeuvre de représentants d'un espace géopolitique cohérent contre des sociétés perçues elles-mêmes comme cohérentes.

L'analyse géopolitique des difficultés liées à l'immigration a l'immense mérite de permettre d'introduire des facteurs liés à la géographie, à l'urbanisme, dans le cadre de la constitution des représentations post-coloniales. L'aberration architecturale, esthétique qu'a constituée ce qu'on désigne sous le vocable « grands ensembles » a ainsi servi de terreau aux émeutes, à la ségrégation sociale, en raison de la concentration de populations qu'elle a provoquée. Se produisent ainsi des phénomènes de territorialisation qui aboutissent à l'isolement de ces territoires par rapport à ce qui les entoure. Le maintien ou le développement de représentations très négatives de l'Etat, l'ignorance par les personnes issues de l'immigration de la complexité de leur histoire personnelle – incluant celle des ascendants, dont la venue en France constitue un élément évidemment clef de leur histoire personnelle – peuvent avoir des effets très pervers, selon Y. Lacoste, en ce qu'ils alimentent la violence, réelle ou symbolique. La réappropriation dépassionnée de leur histoire, par les diverses composantes de la population, qui passe par un réexamen de celle-là allant au-delà des conceptions schématiques, apparaît à cet égard tout à fait essentielle. Toutefois, cela ne saurait suffire. L'auteur propose donc de compléter cette prise de conscience « temporelle » par une prise de conscience « spatiale », qui permettrait aux habitants de ces ensembles architecturaux d'être associés à la politique d'urbanisme : « *la géopolitique n'est pas seulement*

*l'apanage des dirigeants ; si elle dispose de médiateurs qui savent se montrer pédagogues, elle peut aussi servir à l'ensemble des citoyens pour comprendre ce qui se passe sur le plan local comme international* ». Comme le souligne cependant Yves Lacoste, « proposer des remèdes aux multiples problèmes qui sont les conséquences de l'immigration post-coloniale est une entreprise démesurée pour un spécialiste. Mais ce peut être un grand projet politique pour un groupe rassemblant des hommes et des femmes de diverses compétences s'ils sont soucieux des diverses sensibilités au sein de la nation et des membres des divers groupes 'issus de l'immigration' ».

L'une des questions centrales des études post-coloniales concerne le maintien d'une situation de domination coloniale après l'accès à l'indépendance. La thèse selon laquelle cette dernière serait en réalité factice est courante : le colonialisme perdurerait aussi bien dans les anciennes colonies elles-mêmes, par un pouvoir d'influence sur les gouvernements en place, que dans les populations provenant des anciennes colonies et qui se trouvent, du fait de l'émigration, sur le territoire des métropoles anciennement colonisatrices ; un système de domination économique, mais aussi culturel et symbolique, persisterait malgré l'accès des Etats à une souveraineté dont il faut bien dire qu'elle est purement formelle. Pour Y. Lacoste, l'élément fondamental est l'introduction de l'idée nationale dans des sociétés autrefois sous tutelle : « *ma nation est une idée tout à fait géopolitique qui apparaît et se développe lorsque, dans un peuple dominé par des gens qui ne parlent pas sa langue, se pose de plus en plus la question du pouvoir et du territoire : il n'y a pas de nation sans l'idée de son territoire et sans l'idée d'indépendance, le refus d'être dirigé par des étrangers, c'est-à-dire ceux dont le souverain ou la nation se trouvent dans d'autres pays. Toute nation entend d'abord être dirigée par les siens* ». Cette prise de conscience d'une identité et d'une altérité a eu lieu dans les sociétés post-coloniales : « *pour chaque peuple qui a été colonisé, l'idée d'indépendante a une importance sans doute plus grande qu'elle n'en a (ou qu'elle n'en a eu) pour les nations dont l'indépendance est ancienne* ». Certes, on pourra précisément considérer qu'Y. Lacoste, en s'en tenant à ce qui est fondamentalement une représentation – la nation est devenue indépendante, une population se saisit et se perçoit en tant que nation même si l'Etat, l'économie ne sont pas pleinement émancipés de la puissance anciennement coloniale –, ne répond pas réellement aux analyses post-coloniales qui se fondent ou prétendent se fonder sur une analyse empirique, réaliste, dont il aurait été important de discuter la véracité. Néanmoins, le travail ambitieux, stimulant, courageux de l'infatigable animateur de la revue *Hérodote*, récompensé par le prix Thibaudet, constitue un jalon essentiel dans un débat qui ne l'est pas moins, puisqu'il a pour enjeu à la fois la question des rapports entre l'Occident et l'Afrique et celle de l'avenir de populations qui, désormais occidentales, inscrivent pourtant leur identité, pour partie, dans les sociétés anciennement colonisées.

Nicolas Haupais<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Professeur à l'Université d'Orléans (France), directeur-adjoint du Centre Thucydide – Analyse et recherches en Relations internationales et de *l'Annuaire français de relations internationales*, membre du jury du prix Albert Thibaudet.

## NOTES DE LECTURE

- Gilbert ACHKAR, *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits*, Actes Sud, Arles, 2009, 525 p.

L'auteur, né en 1951, spécialiste franco-libanais du Proche-Orient ayant vécu au Liban jusqu'en 1983, a été professeur en Science politique et Relations internationales à l'Université Paris VIII, avant de rejoindre la School for Oriental and African Studies de l'Université de Londres en 2007, année où il a publié avec Noam Chomsky *La Poudrière du Moyen-Orient* (Fayard).

L'initiative du présent livre relève d'un projet éditorial italien sur la Shoah. Le projet est devenu un vaste travail d'investigation, car l'auteur a tenu à revoir l'histoire de la réception/perception de la Shoah dans les pays du Proche-Orient qu'il connaît et dont il parle la langue. Pour cela, il a dû remonter le temps au début du XX<sup>e</sup> siècle, sur les origines du sionisme et l'immigration juive en Palestine, et approfondir ses analyses sur la période de l'entre-deux guerres, pendant laquelle ont émergé les courants nationalistes arabes dans le contexte de la colonisation, en même temps que le fascisme et le nazisme en Europe. Comme écrit en avant-propos, sa démarche a été rattrapée par la Conférence de Téhéran de décembre 2006 sur le thème « Review of the Holocaust : global vision », avec les propos du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, affichant un négationnisme passionnel de la Shoah loin de faire l'unanimité dans le monde arabe et mis en avant par les médias de tous bords.

Ce travail d'envergure a pour tâche le recadrage argumentatif des parties concernées par le sionisme, mouvement politique visant à la création d'un *Judenstaat* (Etat des Juifs), pour reprendre l'expression de son fondateur Théodore Herzl. Le thème comme le mot « Shoah » est ici repris – à la place de celui d'« Holocauste », que l'auteur discute sur le double plan étymologique et biblique (*Lévitique*, I.3) – en opposition à celui de « Nakba », désignant une « grande catastrophe douloureuse », celle du déport et de l'exclusion des Palestiniens de leur territoire après la création de l'Etat d'Israël. Une réalité trop longtemps oubliée par les Etats occidentaux, dont les ex-Alliés de la Seconde Guerre mondiale, notamment les Etats-Unis. Dans sa distanciation critique, l'auteur s'appuie sur des documents d'archives et des témoignages, anciens et récents, fondant arguments officiels, prises de position des autorités politiques, religieuses, intellectuelles en vue, des partis, de la presse et des médias en général.

En recontextualisant la situation à chaque période abordée, ainsi que le cadre interne à chaque région de l'ex-Empire ottoman, dont les relations communautaires dans le cadre colonial issu de son éclatement, l'auteur revient sur bien des clichés et stéréotypes repris dans les différents supports de l'expression publique, cela avant et après la Seconde Guerre mondiale. Notamment ceux faisant le lien avec l'antisémitisme et le nazisme, contribuant à diaboliser les Arabes alors que tous les Juifs du Proche-Orient n'étaient pas « sionistes » et que tous les Arabes n'étaient pas « antisémites », loin de là, surtout si on compare avec l'Europe de surcroît ! Pour G. Achkar, le fond argumentatif idéologisé a fait fi de la cohabitation ancienne entre les différentes communautés historiques de la région du Proche-Orient, qu'elles soient juives, arabes et chrétiennes, y compris dans leurs traditions différenciées les unes par rapport aux autres. Or, celles-là se sont aussi opposées à la colonisation « sioniste » avant la création d'un nouvel Etat, y compris dans le cadre de l'émigration forcée des Juifs allemands et autrichiens privilégiant la Palestine avant 1939, mais contrée alors par le gouvernement britannique. L'exemple majeur d'une historiographie



israélienne idéologiquement orientée a été l'exploitation discursive, mémorielle et médiatique d'Ami al-Husseini, symbole de la collaboration arabe avec Hitler !

Son plan en trois parties inclut une grande introduction sur le sens des mots « *chargés de douleurs* » que sont Shoah, Holocauste, génocide juif, sionisme, colonialisme, déracinement et Nakba. Il porte ensuite sur « *Le temps de la Shoah* », puis sur celui de « *La Nakba* ». Et l'auteur d'insister sur la sémantique en usage entre les parties et les interprétations, voire les incompréhensions développées au-delà, notamment en Occident. Dans les chapitres consacrés aux réactions des populations arabes, dans leurs contextes socio-politiques respectifs et face au sionisme et à l'antisémitisme de 1933 à 1947, sont abordées les positions des « occidentalistes », des « marxistes », des divers « nationalismes » (Syrie, Liban, Egypte, Iraq...). L'auteur examine notamment les attraits pour le nazisme allemand et le fascisme italien au cours d'une période marquée par des revendications d'indépendance face aux colonisateurs et mandataires post-Première Guerre mondiale. Et G. Achkar de pointer leur ignorance des déclarations d'Adolf Hitler sur les « races inférieures » dans lesquelles celui-là avait situé les Arabes !

L'étude s'achève sur l'examen des panislamistes réactionnaires et intégristes, dont le parcours discuté d'Amin al-Husseini, nommé, en 1921, mufti de Jérusalem par... le Haut-Commissaire britannique à l'âge de 26 ans ! Personnalité qui se vit confier la direction du Conseil islamique suprême créée par la même autorité pour contrôler les oulémas de Palestine et qui fut imprévisible par ses comportements. Pour l'auteur, on ne saurait en rendre responsable les seuls Palestiniens et leurs organisations politiques ultérieures. A. al-Husseini avait notamment noué des liens avec le consul général allemand à Jérusalem, un « pro-sioniste », et considéré l'Allemagne comme une alliée des Arabes ! Le 9 mai 1941, il avait lancé un appel au *djihad* contre les Anglais sur les ondes iraqiennes...

La suite porte sur l'autre « catastrophe » du Proche Orient qu'est « *La Nakba* », terme fondant une autre perspective d'indépendance face à la conjoncture des Palestiniens, cela, bien avant l'émergence du mot « *Intifada* » dans les médias, avec le soulèvement palestinien de 1987. Autrement dit, les deux « maîtres mots » du livre portent sur les attitudes arabes envers les Juifs et la Shoah de 1948 à nos jours et, réciproquement, sur celles des Israéliens et des Juifs face aux Palestiniens et à la Nakba. Sont évoquées notamment « les années Nasser » en Egypte et à « l'international » (1948-1967), « les années OLP » (1967-1988), dont les translations de l'image de la Shoah et les analogies faciles avec le nazisme, puis celles de la résistance islamiste depuis 1988, qui se caractérise, elle aussi, par une instrumentalisation négative de la Shoah, comme l'illustrent les propos du Président iranien. Toutefois, cette référence n'est pas unilatérale : elle est aussi exploitée par des intellectuels ou personnalités politiques, en Israël comme en Occident – notamment aux Etats-Unis –, afin de refuser d'examiner, comme souligné, la situation dans laquelle les populations de Palestine ont été placées depuis la création d'Israël.

Evidemment, mettre la Shoah en avant, évoquer de « nouveaux Hitler » – à l'instar de George Bush en 1991, à l'égard de Saddam Hussein, comme son fils après le 11 septembre 2001 – et oublier la Nakba, cela ne peut conduire à la paix. Et l'auteur de citer Claude Lanzmann à propos de l'instrumentalisation d'un lourd passé ayant conduit à éviter toute critique à l'égard d'Israël, mais aussi Avraham Burg ! L'ancien président de l'Agence juive, vice-président du Congrès juif mondial et président (travailliste) de la Knesset de 1999 à 2003, avait constaté : « *du fait de la Shoah, nous voulons une armée toujours plus puissante, une augmentation des aides financières extérieures, le pardon continu pour les fautes que nous commettons et nous ne supportons aucune critiques* ». Idem pour d'autres référents, comme Pierre Vidal-Naquet, à propos du même argument, devenu « *un instrument banal de légitimation politique* ». La

contestation d'un processus argumentatif, implicite et fort répété sur les divers registres de la communication publique, a ainsi gagné le monde arabe d'aujourd'hui, mais autrement qu'en Europe ou qu'en Occident. Or, les populations n'ont pas connu les mêmes phénomènes et relations intercommunautaires dans le passé. D'où l'émergence des négationnismes (affaires Roger Garaudy en 1996 et Mahmoud Ahmadinejad en 2006).

Au terme de ces approches savamment comparées, l'auteur invite les parties à revoir l'histoire. Après avoir démontré que tous les Arabes n'ont pas soutenu le nazisme et l'antisémitisme dans le contexte colonial de l'entre-deux guerres, il invite le Hezbollah et le Hamas à revenir sur l'antisémitisme et le négationnisme qu'ils ont récemment exploités. Dans les contextes traités et selon leurs configurations politiques et sociologiques environnementales, les positions des populations arabes, y compris dans leurs revendications à l'indépendance, ont été plus diverses qu'on ne l'a dit ou écrit. Pour l'auteur, la non-remise en cause de la Shoah suppose de la part d'Israël, mais aussi de la part de la communauté juive internationale, la reconnaissance de la Nakba. Cela est une condition *sine qua non* pour une avancée dans le dialogue avec l'Autorité palestinienne pour la paix au Proche Orient, même si la situation des Palestiniens relève aussi des droits de l'homme. Ayant montré que les nouveaux négationnismes de tous bords ne vont pas dans le sens d'un tel dialogue constructif en utilisant les « mauvais usages » des références au passé, il invite les parties concernées par la « crise du Proche Orient » à s'engager sur le chemin d'une communication véritable. On ne saurait continuer à discréditer les uns et les autres par la calomnie, dans un conflit verbal fondé sur des argumentations symboliques et discutées quant à leurs usages et finalités.

L'auteur reprend, pour finir, les propos de l'ancien président de la Knesset, Avraham Burg. Dans un ouvrage d'introspection critique, celui-là interpelle Israël à la fois comme Etat sioniste et comme acteur d'une politique « *négationniste des holocaustes des autres* » – dont l'alliance avec les Turcs ne reconnaissant pas le génocide arménien, la vente d'armes « *aux massacreurs rwandais* », etc. Avec d'autres intellectuels cités, il est porteur d'espairs pour un changement... Toutefois, on l'aura compris, l'interpellation à « l'international » est aussi un des aspects majeurs de cet ouvrage, voire une constante sur tout le parcours de lecture. A tous les niveaux et à toutes les étapes des périodes de l'histoire méticuleusement examinées, ce livre interroge les observateurs spécialistes des questions internationales, de même que ceux des sciences de l'information et de la communication. Il est déjà devenu une référence dans les débats relatifs à l'actualité du Proche-Orient.

Michel Mathien<sup>2</sup>

- Rémy PORTE, *Haute-Silésie 1920-1922. Laboratoire des « leçons oubliées » de l'armée française et perceptions nationales*, Riveneuve, Paris, 2009.

Voici un très remarquable ouvrage, fondé sur une bibliographie exhaustive et sur de très nombreuses archives françaises et étrangères.

La crise de Haute-Silésie, capitale pour la mise en place des nouveaux équilibres après 1919, était fort mal connue et n'avait pas encore fait l'objet d'une monographie scientifique. Ce manque est désormais comblé par ce livre, à la présentation et à la méthodologie impeccables. L'ouvrage rappelle les données historiques, politiques et ethniques du

---

<sup>2</sup> Professeur de Sciences de l'information et de la communication au Centre universitaire d'enseignement du journalisme et à l'Institut des hautes études européennes de l'Université de Strasbourg (France), titulaire de la chaire UNESCO « Pratiques journalistiques et médiatiques – Entre mondialisation et diversité culturelle ».

problème, le complexe règlement intervenu à Versailles, prévoyant finalement un plébiscite – la seule concession faite aux Allemands.

Y sont décrits la mise en place de la Commission internationale, son rôle, l'organisation du plébiscite, son déroulement, ses résultats (60 % en faveur du maintien dans le Reich, 40 % pour la Pologne), le soulèvement polonais, la remise en cause de la décision d'ailleurs peu claire du Traité attribuant la totalité de la province au vainqueur du plébiscite, le rôle de la SDN dans la décision finalement de partager la région, avec l'action déterminante de la France soutenant le point de vue de Varsovie. Cela constitue déjà un très appréciable et nouvel apport. En outre, l'auteur décrit avec la plus grande précision le rôle spécifique des militaires alliés sur place : c'est un cas d'école d'opération d'interposition, de maintien et même de rétablissement de la paix sous mandat international, face aux volontaires polonais et allemands – ceux-là issus en fait de l'ancienne armée impériale. Toute une typologie, parfaitement actuelle, se dégage, riche d'enseignements pour les opérations de maintien de la paix, y compris sur les rapports avec la population et sur la problématique d'une opération internationale.

Georges-Henri Soutou<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Professeur à l'Université Paris-Sorbonne (Paris IV, France).

## CHRONIQUE DES OUVRAGES 2010

Cette chronique ne prétend pas rendre compte de l'ensemble des ouvrages publiés en 2010 sur les relations internationales – tâche du reste impossible. Autour de rubriques régionales qui reflètent deux centres d'intérêt dominants au cours de l'année (l'Afrique et l'Asie), une sélection de titres a été opérée, chacun étant brièvement présenté et commenté. Ce choix est orienté par les éléments disponibles et les lectures de l'équipe ; en raison même de son caractère limité, il s'efforce de retenir l'essentiel pour fournir un instrument utile.

### *L'Afrique dans les relations internationales*

L'année 2010 a été riche en ouvrages relatifs à la situation internationale de l'Afrique. La plupart des auteurs se retrouvent pour appeler à un réveil et à une responsabilisation des Africains afin de lutter contre les maux du continent. Plusieurs thèmes marquants peuvent, de plus, être distingués. D'une part, le cinquantenaire des indépendances africaines est l'occasion pour de nombreux auteurs de faire un bilan de la colonisation, la décolonisation et l'influence de la francophonie en Afrique. D'autre part, un acteur majeur et symbolique du continent africain, l'Afrique du Sud, a focalisé l'attention, notamment à travers l'organisation de la Coupe du monde de football, sur la question de la démocratie et de la transition post-apartheid. Enfin, d'une manière générale, l'Afrique reste confrontée à de nombreux défis internationaux, notamment en ce qui concerne les politiques migratoires, le développement ou encore l'action humanitaire.

### *Cinquantenaire des indépendances africaines : colonisation, décolonisation, francophonie*

- J. COPANS, *Un demi-siècle d'africanisme africain. Terrains, acteurs et enjeux des sciences sociales en Afrique indépendante*, Khartala, Paris, 2010, 204 p.

Jean Copans, anthropologue, prend prétexte des commémorations du cinquantenaire des indépendances des anciennes colonies françaises d'Afrique sub-saharienne pour étudier l'état des sciences sociales africaines. Il déplore l'absence d'autonomie scientifique et intellectuelle et pointe du doigt la démission des Etats, le poids des recherches de consultance et d'application immédiate, ainsi que la fuite des cerveaux. Or, pour l'auteur, les sciences sociales servent de mesure et de miroir au continent. J. Copans exhorte ainsi les « africanistes africains » à défendre les sciences sociales africaines, au côté de toutes les autres écoles nationales en sciences sociales. Dans une première partie, il expose les cultures sociales et professionnelles des chercheurs africains, puis il livre quelques exemples de l'« historicité nationale » des disciplines et des théories. Ces exemples sont puisés aussi bien en Afrique francophone qu'en Afrique orientale et australe, anglophone et lusophone.

- F. DUFOUR, *De l'idéologie coloniale à celle du développement : une analyse du discours France-Afrique*, L'Harmattan, Paris, 2010, 277 p.

Dans cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat en Sciences du langage, l'auteur propose une analyse, par le discours, des relations de domination coloniale et post-coloniale que la France a entretenues avec une partie du continent africain. Françoise Dufour s'interroge ainsi sur la reformulation de l'idéal des Lumières pendant la période coloniale puis, pour la période récente, sur les discours de l'aide au développement des pays sous-développés. Elle s'appuie pour cette étude sur les continuités et changements des phénomènes linguistiques. L'ouvrage est alimenté de très nombreux extraits de discours, dont l'objectif est d'illustrer ce que l'analyse du discours peut apporter à la compréhension des problématiques socio-historiques.

- M. HIRSCHHORN / M. TAMBA, *La Sociologie francophone en Afrique : état des lieux et enjeux*, Khartala, Paris, 2010, 384 p.

Cet ouvrage collectif, issu des actes d'un colloque sur « Les vocations de la sociologie francophone » organisé en avril 2007, est symboliquement dédié au professeur Boubakar Ly, figure emblématique du département de Sociologie de Dakar et formé à la Sorbonne un an seulement après la création de la licence de Sociologie. Les auteurs examinent les différents contextes nationaux africains en notant que, malgré les obstacles liés à la période coloniale, puis à l'instauration de régimes autoritaires et aux problèmes économiques et sociaux, l'enseignement et la recherche se sont développés de manière significative dans presque tous les pays francophones. Ils soulignent que l'Afrique, longtemps vue comme un terrain pour les africanistes spécialistes de sciences sociales, doit à son tour devenir un lieu de production des connaissances sociologiques et de formation des sociologues. Cela serait un moyen pour les Africains de maîtriser leur destin face à la mondialisation.

- A. MBEMBE, *Sortir de la grande nuit : essai sur l'Afrique décolonisée*, La Découverte, Paris, 2010, 243 p.

Dans cet essai critique de la décolonisation africaine, Achille Mbembe revisite ce qu'on appelle les études post-coloniales. A travers une approche théorique et philosophique, il montre que le moment post-colonial a commencé par une « *expérience de décentrement* » et s'est poursuivi par une « *décolonisation* » du monde africain, c'est-à-dire une ouverture sur le monde extérieur. Au-delà des différentes crises qui ont marqué les indépendances, l'auteur, dans un vocabulaire très conceptuel et psychologisant, veut croire que des sociétés nouvelles naissent sur le continent sur le mode de la synthèse, de la recomposition et du « *réassemblage* » des différences. L'émergence de cette nouvelle modernité est qualifiée d'« *afropolitanisme* » et est comparée et confrontée aux sociétés européennes telles que la France qui, selon l'auteur, a « *décolonisé sans s'autodécoloniser* ».

- F. TURPIN, *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique (1958-1974) : décoloniser et coopérer*, Indes savantes, 2010, 310 p.

Tiré d'une habilitation à diriger les recherches en Histoire, l'ouvrage se penche sur la politique de coopération qui, à l'initiative des présidents Charles de Gaulle et Georges Pompidou, a prolongé les liens tissés entre la métropole et ses anciennes colonies africaines, devenues des partenaires indépendants. Cette politique constitue, selon l'auteur, un modèle d'aide au développement propre à la France en comparaison avec les autres pays occidentaux. L'intérêt de l'étude fouillée de Frédéric Turpin vient notamment du recours aux archives de Jacques Foccart.

### *L'Afrique du Sud*

- J. et J. COMAROFF, *Zombies et frontières à l'ère néolibérale : le cas de l'Afrique du Sud post-apartheid*, Les Prairies Ordinaires, Paris, 2010, 188 p.

Jean et John Comaroff analysent dans cet ouvrage les conséquences anthropologiques de la mondialisation néo-libérale contemporaine en prenant pour cas d'étude l'Afrique du Sud. Le livre est constitué de trois essais. Les deux premiers concernent respectivement les incendies qui ont ravagé le Cap en 2000, lesquels furent interprétés comme une atteinte à la nation toute entière, et l'émergence de la figure particulière du zombie – symbole de la marginalité et de l'exclusion – dans l'espace public sud-africain dans les années 1990. Dans le dernier essai, les auteurs montrent à partir de ces cas les dérives de la transition néo-libérale

en décrivant les causes et les mécanismes de violence implicites de cette « *culture du capitalisme* » qui imprègne l'univers symbolique de la société sud-africaine. L'analyse conclut enfin à une généralisation de ces mécanismes aux sociétés occidentales et tire un bilan critique de la mondialisation contemporaine.

- P. COQUEREL, *L'Afrique du Sud : une histoire séparée, une nation à réinventer*, Gallimard, Paris, 2010, 159 p.

Paul Coquerel, historien spécialiste de l'Afrique, dresse dans cet ouvrage un portrait didactique et synthétique de l'histoire sud-africaine. Il retrace ainsi la colonisation initiale des Hollandais, puis la « *quête de la cité idéale* », avec la partition entre le Transvaal et l'Etat libre d'Orange, les affrontements entre Britanniques, Boers et Zoulous, l'émergence des nationalismes blanc et noir, l'instauration du régime de ségrégation raciale et, enfin, la naissance d'une « *nation arc-en-ciel* », qui se heurte encore aux réalités économiques et sociales. L'ensemble est accompagné de nombreuses illustrations et photographies, ainsi que de documents utiles et de témoignages, comme ceux de Nelson Mandela ou de Desmond Tutu.

- B. LUGAN, *Histoire de l'Afrique du Sud*, Ellipses Marketing, Paris, 2010, 550 p.

Bernard Lugan propose ici une histoire générale de l'Afrique du Sud, depuis l'origine du peuplement par les Khoisans jusqu'à l'élection du zoulou Jacob Zuma. Il retrace ainsi, notamment à la lumière des dernières recherches archéologiques, les différents mouvements de population constitutifs de la genèse du Transvaal, la naissance du contentieux puis la guerre anglo-boers, l'émergence d'un nationalisme afrikaner, le rôle et le bilan de l'ANC durant ses 15 années au pouvoir et, enfin, la montée en puissance d'un « *ethno-régionalisme* » à partir de 2008. L'ensemble permet de saisir l'influence du facteur ethnique dans la constitution de l'identité de la nation arc-en-ciel, mais aussi de comprendre les faiblesses et les atouts d'une des premières puissances émergentes du continent africain. L'ouvrage est agrémenté de nombreuses cartes, tableaux et chronologies.

- N. MANDELA, *Conversation avec moi-même*, La Martinière, Paris, 2010, 512 p.

Cet ouvrage autobiographique du prix Nobel de la paix 1993, Nelson Mandela, préfacé par Barack Obama, livre une précieuse somme d'informations sur le parcours politique et personnel de l'ancien Président sud-africain, à travers des documents inédits et originaux. L'ensemble est en effet constitué des lettres et journaux intimes écrits par Mandela depuis la prison de Robben Island, des carnets de notes tenus pendant la période de lutte contre l'apartheid au début des années 1960 puis durant la période transitoire post-apartheid sous sa présidence, des retranscriptions de conversations privées, des brouillons de discours et de correspondances ou même d'un projet d'autobiographie inachevée. Le tout est présenté sous une forme narrative qui permet de mieux cerner le cheminement intellectuel de celui qui affirmait qu'il « *faut écrire toute sa vie* ». L'ouvrage permet aussi rétrospectivement d'analyser la manière dont Mandela a façonné et cultivé sa propre image politique. Il constitue ainsi le pendant officiel de l'autobiographie parue en 1994, *Un long chemin vers la liberté*, et nous livre l'homme Mandela au-delà du mythe politique.

- R. PORTEILLA, *L'Afrique du Sud : le long chemin vers la démocratie*, Infolio, Paris, 2010, 181 p.

Dans cet ouvrage, l'auteur, maître de conférences en Science politique, analyse l'histoire politique de l'Afrique du Sud depuis 1993. Il démontre plus précisément pourquoi la transition démocratique qui a succédé au régime d'apartheid peut être considérée comme

une réussite et comment les crises et les incertitudes politiques furent surmontées par la mise en place de nouvelles institutions. Enfin, l'auteur dresse un bilan critique des actions de Thabo Mbeki, qui présida le pays de 1999 à 2008, de l'African National Congress (ANC) et de l'élection de Jacob Zuma en 2009, en ce qui concerne la justice sociale et le niveau de vie de la population. L'analyse est agrémentée de tableaux didactiques et d'une chronologie.

### *Défis africains*

- I. GNAN, *Le Développement de l'Afrique : un devoir pour les Africains*, L'Harmattan, Paris, 2010, 305 p.

L'Afrique ne doit pas être seulement une victime, elle doit prendre ses responsabilités. Telle est la thèse défendue par Ignace Gnan, citoyen allemand, ancien élève de l'École normale supérieure d'Abidjan et chercheur en Economie du développement à Berlin. Ce dernier appelle notamment à une reconversion des mentalités à tous les niveaux et à un rôle actif des Etats, lesquels ont un devoir dans la lutte contre les différents fléaux africains, parmi lesquels le népotisme, l'analphabétisme ou les violations de la loi. Il dénonce également une politique sociale trop déficitaire sur le continent. Afin d'enrayer l'incapacité imaginée et imaginaire du continent, il invoque enfin ce qu'il appelle « *le principe d'accélération* » : les Africains doivent courir pendant que les autres marchent. Il les appelle donc à faire preuve désormais d'un effort et d'un élan continus.

- P. KELDERS, *Si peu d'humanité : récits de vie d'un humanitaire en Afrique*, L'Harmattan, Paris, 2010, 313 p.

Juriste de formation, Patrick Kelders décrit dans cet ouvrage son expérience en tant qu'acteur humanitaire, au cours de cinq missions menées en Afrique au service de différentes organisations non gouvernementales (ONG) internationales. Outre son témoignage, l'auteur propose une analyse de l'engagement humanitaire. Il dénonce ainsi l'impréparation du personnel expatrié et, parfois, un dilettantisme aux conséquences néfastes. Son rôle, en tant que chef de mission, était au contraire de veiller tant à la sécurité physique des membres de l'équipe qu'à la visibilité de l'ONG par rapport à des partenaires officiels suspicieux, voire hostiles. Il s'interroge également sur la légitimité des ONG – qui ne peut reposer sur les seules valeurs mais doit aussi se fonder sur des compétences – et analyse le terrain de plus en plus compétitif dans lequel elles évoluent.

- M. KONATE, *L'Afrique noire est-elle maudite ?*, Fayard, Paris, 2010, 238 p.

Ce livre, préfacé par Erik Orsenna, s'ouvre sur le constat selon lequel l'Afrique noire, pourtant riche de sa population, de ses espaces et de ses matières premières, semble vouée à la misère et son destin fixé pour l'éternité. L'auteur émet l'hypothèse que le problème réside en fait pour une part dans la façon dont il est abordé, le plus souvent en termes de malédiction. Sont évoqués les traditions africaines, la colonisation, le modèle social africain. Toutefois, Moussa Konaté refuse qu'on fasse de l'Afrique une terre particulière. L'Afrique noire doit profiter de la mondialisation et, pour ce faire, donner une place centrale à la liberté individuelle. Car libérer l'individu, c'est lui reconnaître le droit de s'exprimer, de réfléchir sur sa société, mais aussi mettre fin aux discriminations contre les femmes.

- A. TOLLIMI, *La Résolution des conflits frontaliers en Afrique*, L'Harmattan, Paris, 2010, 249 p.

Cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat en Droit, porte sur les conflits frontaliers en Afrique et l'analyse des instruments pour leur règlement. Abakar Tollimi, acteur majeur de la

vie politique au Tchad, ne prend pas en compte le seul angle juridique, mais également la complexité et la diversité des sociétés africaines. Dans une première partie, il propose une étude de cas des conflits frontaliers terrestres et maritimes. La seconde partie est, elle, consacrée aux limites des instruments juridiques de règlement de conflits, calqués sur le droit international classique. L'auteur conclut sur l'espoir d'un nouveau système de sécurité collective en Afrique et attend de l'Union africaine une innovation normative qui intégrerait tous les éléments constitutifs de la complexité des conflits interafricains et des sociétés africaines.

- C. Zorgbibe, *Paix et guerres en Afrique : les chemins de l'Union africaine* (tome 2), Bourin Editeurs, Paris, 2010, 355 p.

Après avoir, dans un premier volume, dessiné la géopolitique du continent et brossé l'histoire de l'Afrique coloniale et de l'accession aux indépendances, Charles Zorgbibe, agrégé de Droit public, se consacre ici à l'Afrique de l'après-Guerre froide. Il dépeint les étapes de la constitution de l'Union africaine, en 2002, et note une véritable évolution de l'état d'esprit du concert panafricain, avec l'objectif de trouver des solutions africaines aux problèmes africains. Les nouveaux principes d'Etat de droit et de maintien de la paix sont posés, mais l'auteur souligne la persistance des coups d'Etat, guerres civiles et conflits régionaux. Il esquisse ensuite un tableau des dialogues africains.

### *L'Asie, un poids sans cesse croissant*

Les questions qui figurent au centre de cette sélection d'ouvrages sur l'Asie publiés durant l'année 2010 s'inscrivent non dans la rupture, mais dans la continuité. Le bilatéralisme côtoie le multilatéralisme régional. Les Etats-Unis et la Chine sont au centre de ces dynamiques tant multilatérales que bilatérales. Leurs choix respectifs de politique extérieure sont des déterminants majeurs des évolutions régionales. Cependant, cette prépondérance ne doit pas faire oublier les autres acteurs régionaux, tels que le Japon, l'Inde et la Russie.

La politique en Asie est encore marquée par deux tendances apparemment contraires : un multilatéralisme en devenir, en Asie du Nord-Est et en Asie du Sud-Est, dans lequel on peut également inscrire la relation entre la Chine, l'Inde et la Russie, qui n'est pas un regroupement formel, mais traduit une volonté de parvenir à une meilleure entente et coopération entre ces trois puissances émergentes en Asie. Toutefois, ce multilatéralisme, formel ou non, rencontre des difficultés, en raison de divergences entre les principaux acteurs. La seconde tendance est donc au maintien de la prépondérance des relations bilatérales. Les relations entre la Russie et la Chine, entre la Chine et le Japon, entre la Chine et l'Inde, entre l'Inde et le Pakistan, entre les Etats-Unis et chacun de ces Etats sont encore au cœur des évolutions des relations régionales, y compris dans la formation et la consolidation des structures multilatérales. Enfin, autre constante, les difficultés entre le Pakistan et l'Inde, puissances nucléaires qui se trouvent dans une région, l'Asie du Sud, elle-même confrontée à de nombreuses difficultés économiques, politiques et stratégiques.

### *Entre puissances émergentes de l'Asie*

- J. BELLAQUA (dir.), *The Future of China-Russia Relations*, University Press of Kentucky, Lexington, 2010, 360 p.

Cet ouvrage collectif offre un tour d'horizon très complet des différents aspects de la relation entre la Chine et la Russie. Cette relation s'est développée sur tous les plans : un partenariat stratégique a été établi en 1996, les liens économiques, notamment énergétiques,



se sont accrus, de même que les relations dans le domaine de la défense. De plus, les deux Etats ont instauré différents dialogues leur permettant d'aborder les questions régionales (celles de l'Asie centrale, du Japon, de l'Asie-Pacifique et de Taiwan font chacune l'objet d'un chapitre) et sont également membres de l'Organisation pour la coopération de Shanghai (OCS). Dès lors, cette relation bilatérale a plus de poids, non seulement dans les politiques extérieures respectives de ces deux Etats, mais aussi dans celle des autres acteurs, notamment les Etats-Unis. La relation sino-russe, élément majeur de la scène asiatique et mondiale, n'est cependant pas dénuée de divergences. De plus, un déséquilibre croissant s'est installé dans la relation bilatérale, en faveur de la Chine.

- J.-P. CABESTAN, *La Politique internationale de la Chine*, Presses de Sciences-Po, Paris, 2010, 460 p.

Par cet ouvrage, Jean-Pierre Cabestan, directeur de recherche au CNRS, offre une étude complète de la politique extérieure de la Chine depuis les événements de Tiananmen en 1989 jusqu'à nos jours. Cet ouvrage, concis et clair, est tout à fait bienvenu puisqu'une telle analyse de la politique extérieure chinoise dans l'après-Guerre froide n'existait pas dans les publications francophones récentes. Cet ouvrage est composé de dix chapitres. Les deux premiers traitent des évolutions générales de la politique internationale de la Chine : de l'isolement postérieur à Tiananmen à l'affirmation de la puissance chinoise. Le troisième analyse les grandes lignes de la politique de sécurité de la Chine. Le quatrième, très utile, présente les principales structures de décision en politique étrangère et de sécurité. Les six autres chapitres portent respectivement sur les relations de la Chine avec les principaux acteurs de la scène internationale : Etats-Unis, Japon, Russie et Asie centrale, Union européenne et pays en développement.

- S. P. COHEN / S. DASGUPTA, *Army without Aiming : India's Military Modernization*, Brookings Institution Press, Washington D.C., 2010, 223 p.

Cet ouvrage, écrit par deux spécialistes reconnus de l'Inde, offre une analyse détaillée et très documentée sur les directions et les raisons du développement des capacités militaires de l'Inde et de sa politique de défense, ainsi que sur les problèmes que le pays rencontre dans ce domaine. Les auteurs montrent notamment que les efforts de modernisation et de développement des capacités indiennes manquent d'une définition précise des objectifs stratégiques. Leur explication repose en partie sur le choix des gouvernements indiens de continuer à favoriser une retenue stratégique malgré le développement des forces armées. Le calcul est qu'en maintenant cette retenue stratégique, l'Inde évite de susciter la méfiance des autres Etats par le développement de ses capacités militaires et, donc, la formation de dilemme(s) de sécurité. Cependant, ce choix s'accompagne du maintien des difficultés à établir une politique de défense claire, cohérente et soutenue, qui permettrait à l'Inde de figurer parmi les grandes puissances.

- I. FACON, *Russie, les chemins de la puissance*, Artège, Paris, 2010, 191 p.

De prime abord, la Russie n'est souvent pas considérée comme une puissance asiatique. Pourtant, de par sa géographie, les intérêts qui la lient à l'Asie, certains de ses choix de politique extérieure, la Russie est aussi une puissance de l'Asie. Dans cet ouvrage très concis, Isabelle Facon présente les grandes caractéristiques de la politique extérieure de la Russie, puissance qui se voit et se veut grande puissance mondiale, malgré des difficultés intérieures et extérieures qui entravent cette volonté de puissance. L'auteur analyse les fondements historiques de la politique extérieure de Moscou, ainsi que les relations de la Russie avec les Etats-Unis, l'Europe, les Etats du continent eurasiatique et, dans une

moindre mesure, l'Afrique, l'Amérique latine et le Moyen-Orient. Un chapitre est également consacré aux moyens de la puissance, « *hard power* » et « *soft power* » : outil militaire, économie, multilatéralisme. L'auteur montre qu'en Russie la puissance militaire est encore un aspect majeur de la puissance, alors que Moscou peine à peser dans l'économie mondiale et mène une politique multilatérale limitée et ambiguë.

- S. GANGULY (dir.), *India's Foreign Policy : retrospect and prospect*, Oxford University Press, Oxford, 2010, 347 p.

Cet ouvrage collectif analyse les grandes périodes de la politique extérieure indienne. La première s'étend de 1947, date de l'indépendance de l'Inde, à 1962, année de la guerre sino-indienne. Cette première période est marquée par l'idéalisme du premier ministre indien J. Nehru en matière de politique internationale. La seconde période, qui s'achève avec la fin de la Guerre froide en 1991, montre une approche plus pragmatique des affaires internationales, tout en gardant un certain idéalisme néhruvien. La troisième période, de 1991 à nos jours, est caractérisée par un pragmatisme plus net, voire une approche réaliste des relations internationales. Les différentes contributions, tout en suivant cette évolution en trois grandes périodes, abordent les grandes questions de la politique extérieure indienne : les relations de l'Inde avec ses voisins, notamment la Chine et le Pakistan, le non-alignement, la relation avec l'URSS puis la Russie, celle avec les Etats-Unis, Israël et certains Etats de l'Asie-Pacifique (Japon, Corée du Sud). La politique nucléaire de l'Inde, ainsi que les évolutions de ses politiques économiques, notamment énergétiques, constituent deux autres chapitres.

- J. HOLSLAG, *China and India : Prospects for Peace*, Columbia University Press, New York, 2010, 248 p.

Bien qu'il existe une importante littérature sur la relation sino-indienne, cet ouvrage se distingue notamment par son approche. L'auteur souligne qu'il a voulu que les faits ne soient pas subordonnés à la théorie, souhaitant rompre avec les approches soit libérales soit réalistes pour embrasser la question de façon plus large et complète. Reprenant l'étude à la date à laquelle celle de John Garver s'arrête (*Protracted Contest*, 2001), cet ouvrage poursuit une analyse très pertinente et documentée de l'évolution des différents aspects de la relation sino-indienne durant les années 2000. Cette relation se caractérise par une intensification des liens économiques, politiques et, dans une moindre mesure, stratégiques, sans pour autant que ces liens aient atténué les nombreux différends qui existent entre ces deux Etats.

- V. NADKARNI, *Strategic Partnerships in Asia : Balancing Without Alliances*, Routledge, New York, 2010, 255 p.

L'ouvrage de N. Nadkarni analyse les politiques extérieures de la Russie, de la Chine et de l'Inde, trois Etats asiatiques cherchant à accroître leur influence, notamment vis-à-vis des Etats-Unis. L'auteur étudie également les relations bilatérales et, dans une moindre mesure, trilatérales entre la Chine, l'Inde et la Russie et l'impact de leurs relations sur les équilibres en Asie/Eurasie. Ces trois Etats ont en effet noué, de manière bilatérale, des partenariats stratégiques (Chine-Inde, Inde-Russie, Russie-Chine) qui leur permettent de disposer de certaines marges de manœuvre supplémentaires dans le cadre de leur politique respective, sans pour autant vouloir, ni pouvoir, nouer d'alliances bilatérales, jugées de part et d'autres comme contreproductives. Des alliances qui, de plus, nécessiteraient une entente entre ces pays plus large qu'elle ne l'est en fait. En effet, si ces trois Etats ont des objectifs communs, ils ont également des divergences majeures.

- Z. ZHU, *China's New Diplomacy : Rationale, Strategies and Significance*, Ashgate, Farnham, 2010, 248 p.

Dans cet ouvrage très complet, l'auteur analyse la nouvelle diplomatie menée par la Chine depuis les années 1990, puis se concentre sur les relations de la Chine avec les pays du Sud (ou relations « Sud-Sud »). Des chapitres sont ainsi respectivement consacrés à la politique de la Chine envers l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Amérique latine, l'Asie centrale, le Pacifique Sud et l'Asie du Sud-Est. L'auteur met l'accent sur le « *soft power* », principalement les outils économiques de la politique extérieure chinoise et l'intégration croissante de la Chine aux structures multilatérales. Il étudie l'effet des développements de la diplomatie chinoise sur l'économie politique internationale et les réactions des autres Etats, surtout les Etats-Unis, devant ces avancées majeures de la politique extérieure de la Chine. Enfin, Zhiquan Zhu analyse les relations extérieures de la Chine et sa place dans le monde au XXI<sup>e</sup> siècle.

#### *Puissances majeures et questions subrégionales*

- R. BUSH, *The Perils of Proximity : China-Japan Security Relations*, Brookings Institution Press, Washington DC, 2010, 421 p.

Richard Bush, spécialiste des questions de l'Asie du Nord-Est et ancien membre de différentes administrations américaines, présente une analyse des relations entre la Chine et le Japon, caractérisées par une rivalité historique. La coopération se mêle à une compétition de plus en plus marquée, alors que la puissance de la Chine s'accroît. L'auteur concentre son analyse sur la mer de Chine de l'Est, où les deux pays s'opposent sur des contentieux territoriaux et maritimes et où leurs forces militaires sont en contact direct. Il présente les forces militaires chinoises et japonaises, les institutions de défense de la Chine et du Japon, les processus de décision en matière de politique extérieure et de sécurité. Ces éléments viennent nourrir son analyse des risques de conflits, les modalités de gestion de ces derniers, la possibilité que les questions sources de contentieux dégénèrent ou non en conflit armé et les conséquences qu'aurait une dégradation de la relation sino-japonaise. L'auteur souligne que les deux Etats sont plongés dans un dilemme de sécurité croissant et analyse les implications de l'évolution de cette relation pour les Etats-Unis et la stabilité de l'Asie du Nord-Est.

- K. CALDER / Y. MIN, *The Making of Northeast Asia*, Stanford University Press, Stanford, 2010, 340 p.

Cet ouvrage analyse les relations au sein de l'Asie du Nord-Est, une zone géographique de plus en plus importante. Cette région est constituée de trois Etats, la Chine, le Japon et la Corée, dont le poids économique et politico-stratégique est allé croissant. La Corée du Nord pose un problème sécuritaire majeur. L'étude porte sur les relations bilatérales entre deux des trois Etats et sur les relations trilatérales qui se sont considérablement développées. Le régionalisme en Asie du Nord-Est est ainsi une évolution majeure et déterminante pour l'ensemble des relations en Asie et Asie-Pacifique. Ce régionalisme souffre encore de questions de rivalités, de contentieux maritimes, de divergences concernant notamment la Corée du Nord et Taïwan. De plus, la relation que chacun de ces Etats entretient avec les Etats-Unis – Tokyo et Séoul sont des alliés *de jure* de Washington – est une autre donnée majeure. L'ouvrage montre que, malgré les difficultés des relations entre ces Etats, leurs liens se développent, de sorte que se constitue progressivement une entité non seulement économique mais politico-stratégique, l'Asie du Nord-Est.

- B. COURMONT, *La Tentation de l'Orient : une nouvelle politique américaine en Asie*, Septentrion, Québec, 2010, 507 p.

Barthélémy Courmont propose dans cet ouvrage une analyse approfondie de la politique américaine en Asie. Cette politique est l'objet d'une redéfinition depuis l'entrée en fonction de l'administration Obama et résulte plus de nécessités politiques et économiques que d'un choix, à l'heure d'un « basculement du monde ». Le fait que la Secrétaire d'Etat ait fait son premier voyage officiel en Asie n'est ainsi pas anodin. L'auteur montre l'évolution stratégique des rapports de puissance, ainsi que des perceptions respectives entre les Etats-Unis et les grands acteurs de la région. La relation sino-américaine est à ce titre largement analysée. Enfin, Barthélémy Courmont insiste sur le fait que Washington est confronté à de nombreuses difficultés : alors même qu'ils renforcent leur partenariat avec l'Inde, qu'ils font pression sur le Japon pour modifier sa Constitution, les Etats-Unis n'arrivent pas à endiguer la montée en puissance de la Chine au niveau régional. La question est ensuite de savoir quelles seront les répercussions des ambitions régionales chinoises dans les affaires internationales.

- S. GANGULY / S. P. KAPUR, *India, Pakistan and the Bomb : Debating Nuclear Stability in South Asia*, Columbia University Press, New York, 2010, 132 p.

Dans cet ouvrage, les deux auteurs reviennent sur la question du nucléaire sud-asiatique comme facteur de stabilité ou d'instabilité. Dix ans après les essais nucléaires indiens et pakistanais du mois de mai 1998, ils analysent l'effet de cette nucléarisation sur la sécurité de l'Asie du Sud. Le premier chapitre reprend l'histoire du conflit indo-pakistanaï. Le deuxième traite de la question de la prolifération en Asie du Sud. Les troisième et quatrième chapitres analysent les grandes évolutions de la question nucléaire en Asie du Sud et les possibles changements futurs. Les deux auteurs offrent des points de vue différents. S. Ganguly soutient que le nucléaire a été un facteur de stabilité en Asie du Sud et qu'il est appelé à le rester, tandis que S. P. Kapur argue au contraire que le nucléaire a toujours été un facteur de déstabilisation régionale et, en toutes hypothèses, le restera.

- T. V. PAUL (dir.), *South Asia's Weak States : Understanding the Regional Insecurity Predicament*, Stanford Security Studies, Stanford, 2010, 352 p.

Cet ouvrage collectif, issu d'un colloque organisé à l'automne 2008, offre une analyse des causes de la persistance de l'insécurité et de la précarité au sein des huit Etats de l'Asie du Sud – l'Afghanistan est inclus dans cette étude. Les différentes contributions portent sur les réalités économiques, politiques, sociologiques, de politique extérieure et de sécurité de ces Etats. Plusieurs causes majeures de cette insécurité, à la fois intérieure et extérieure, sont mises en évidence, notamment les oppositions nationalistes et les contentieux frontaliers non résolus, qui ont souvent conduit à des conflits infra- ou intra-étatiques, la fragilité des systèmes politiques et économiques de certains de ces Etats (*weak States*) et la grande faiblesse de la coopération interétatique régionale.

- N. TARLING, *Southeast Asia and the Great Powers*, Routledge, Londres / New York, 2010, 272 p.

N. Tarling est un historien spécialiste de l'Asie du Sud-Est. Dans son dernier ouvrage, il analyse les politiques des Etats de l'Asie du Sud-Est à l'égard des puissances extérieures et l'attitude de ces dernières à l'égard du régionalisme en Asie du Sud-Est. L'auteur embrasse un large cadre historique (deux siècles), montrant ainsi l'évolution de l'intérêt pour la région au fil de cette période. Il organise son étude en courts chapitres, portant respectivement sur

les neuf puissances historiquement présentes dans la région (Grande-Bretagne, Hollande, Espagne, France, Inde, puis Japon, URSS, Etats-Unis et Chine) et les Etats de l'Asie du Sud-Est. Il met notamment en évidence le fait que, durant la période très contemporaine, l'intérêt de ces derniers a été mieux servi par une politique qui ne soit ni un *bandwagonning* vis-à-vis d'une puissance, ni celle la recherche d'un équilibre des forces face à la puissance majeure. Récemment, ces Etats ont misé sur le développement d'un régionalisme qui permet à la fois de maintenir l'influence américaine et d'intégrer la Chine, ce qui leur offre de plus grandes marges de manœuvres à une époque où l'intérêt envers cette région s'accroît fortement.

- S. WOLPERT, *India and Pakistan, Continued Conflict or Cooperation ?*, University of California Press, 2010, 144 p.

Dans cet ouvrage, S. Wolpert, professeur d'Histoire à l'Université de Californie, retrace de manière concise l'histoire de la relation conflictuelle entre l'Inde et le Pakistan depuis leur indépendance en 1947. Il analyse les raisons historiques et récentes de ce qu'il désigne comme l'une des situations conflictuelles les plus dangereuses du monde. L'auteur examine les multiples tentatives de résolution des différents désaccords et conflits ayant opposé ces deux Etats, devenus puissances nucléaires en 1998. Il aborde également les perspectives de résolution de ce long contentieux bilatéral.

- Y. ZHANG, *China and Asia Regionalism*, World Scientific, Singapour, 2010, 229 p.

Dans cet ouvrage, Yunlin Zhang analyse les différents aspects de la coopération en Asie de l'Est et du Sud-Est. L'auteur insiste plus particulièrement sur les aspects prédominants tels que la coopération économique et énergétique. Il montre qu'existe un processus de régionalisation en Asie de l'Est et du Sud-Est, dont il analyse les fondements et modalités. La volonté d'établir une « communauté de l'Asie de l'Est » y est également étudiée, en montrant à la fois l'origine de cette initiative, son évolution, ses limites actuelles et futures. Tout au long de l'ouvrage, l'auteur étudie le rôle croissant de la Chine dans la coopération en Asie de l'Est et du Sud-Est au fil des années 1990-2000, une période notamment marquée par la crise financière de 1997, par l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001 et, plus largement, par le développement de la puissance chinoise.

## CHRONIQUE DES REVUES 2010

Cette chronique s'appuie sur le corpus suivant :

*Critique internationale*  
*Foreign affairs*  
*Hérodote*  
*International Security*  
*Politique étrangère*  
*Politique internationale*  
*Questions internationales*  
*Revue internationale et stratégique*  
*Survival*

Pour l'ensemble de ces périodiques, l'objectif fixé est de dégager quelques thèmes majeurs, représentatifs de l'année écoulée, et de présenter brièvement une sélection d'articles qui les abordent.

Les rubriques retenues sont les suivantes :

- L'Union européenne, entre défis intérieurs et affirmation internationale
- La Chine à nouveau Empire du milieu ?
- La Russie : renforcer un statut de puissance

### *L'Union européenne, entre défis intérieurs et affirmation internationale*

L'Union européenne et ses membres ont largement attiré l'attention des revues en 2010, année charnière pour le continent. En effet, alors que l'une des principales puissances européennes, la Grande-Bretagne, vivait une année électorale dont les enjeux, largement étudiés, ont mis en avant un grand nombre de problématiques communes à ses voisins continentaux, la zone euro, réalisation majeure de l'intégration européenne, connaissait une crise importante posant la question de sa survie. Ces défis intérieurs freinent l'affirmation mondiale croissante de l'Union en tant qu'acteur autonome des relations internationales.

#### *Numéros spéciaux*

- « L'Union européenne, la crise et l'euro », *Politique étrangère*, 2010/3, pp. 497-549.

Face à la crise économique, la gouvernance économique de la zone euro a montré ses limites. Celle-là apparaît désormais plutôt comme un facteur d'aggravation de la crise en raison des volontés politiques divergentes et de la grande hétérogénéité des économies. Les contributeurs recommandent donc plusieurs solutions qui doivent tendre vers une poursuite de l'intégration économique des Etats membres et une meilleure efficacité institutionnelle.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : D. FLOUZAT-OSMONT d'AMILLY, « L'avenir de la zone euro : questions et hypothèses » ; D. SCHWARZER, « Gouverner l'euro après la crise » ; H. STARK, « Européenne, l'Allemagne ? Retour sur un long procès ».

- « L'Europe en zone de turbulences », *Questions internationales*, n° 45, sept.-oct. 2010, pp. 4-89.

Les contributions de ce dossier de *Questions internationales* prennent comme point de départ les crises récurrentes de la construction européenne afin de poser la question de la spécificité des difficultés auxquelles l'Union européenne doit faire face actuellement. L'Union semble en effet incapable du type de sursaut qui a suivi ses crises antérieures, dans le sens d'un approfondissement de sa construction. Au contraire, l'essentiel du projet européen paraît remis en cause. Plusieurs facteurs sont avancés pour expliquer cette spécificité : le nombre élevé des difficultés actuelles, aussi bien d'origine intérieure qu'extérieure, la faiblesse institutionnelle, qui engendre une certaine apathie face à ces problèmes, et le repli des Etats membres sur la défense de leurs propres intérêts. Les auteurs ne manquent pas de souligner les liens entre ces différents facteurs et insistent sur la nécessité d'un retour aux solutions politiques de base afin de trouver une issue qui permette à l'Europe de conserver une influence dans les relations internationales : le rôle moteur du couple franco-allemand, ainsi qu'une coopération renforcée des Etats « intégrationnistes ». Si l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne a permis certaines avancées en termes de comblement du déficit démocratique ou de transparence, elle ne semble pas permettre de dépasser la contradiction entre l'élargissement et l'approfondissement de l'Union.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : C. LEQUESNE, « L'Union européenne après le Traité de Lisbonne : diagnostic d'une crise » ; R. DEHOUSSE, « La gouvernance européenne après Lisbonne » ; G. LECOMTE, « L'euro dans la tourmente » ; F. TERPAN, « La démocratie européenne : progrès accomplis ».

- « Géopolitique des îles britanniques », *Hérodote*, n° 137, 2<sup>e</sup> trim. 2010, pp. 3-193.

La Grande-Bretagne est confrontée à des questions géopolitiques de deux ordres. D'une part, les interrogations sur l'unité de la nation britannique face au communautarisme, au régionalisme ou encore à la question irlandaise restent vives. D'autre part, le bilan diplomatique des années 2000 pose le problème de la place du pays sur la scène internationale, entre une relation de plus en plus déséquilibrée avec les Etats-Unis, une méfiance maintenue à l'égard de l'Europe et la volonté de conserver un rôle mondial.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : P. CAUVET, « La question frontalière et les relations Irlande-Irlande du Nord : de la partition à une Irlande postnationale » ; V. LATOUR, « La communauté musulmane : une émergence tardive mais une installation durable dans le paysage politique et institutionnel britannique » ; P. SCHNAPPER, « Le Royaume-Uni et l'Europe : toujours un malentendu ? ».

- « Royaume-Uni, après les élections. », *Politique étrangère*, 2010/2, pp. 257-321.

Les élections britanniques d'avril 2010 ont mis en évidence l'ensemble des défis qui ont surgi au cours de la dernière décennie et auxquels se retrouve désormais confrontée la Grande-Bretagne : un modèle économique en crise, une société de plus en plus fragmentée, des relations difficiles avec l'Union européenne. Le nouveau gouvernement britannique va devoir redéfinir un projet national pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : J. HOWORTH, « La Grande-Bretagne et l'Europe : de la résistance à la rancœur » ; A. GEDDES, « Immigration et multiculturalisme en Grande-Bretagne : vers une nouvelle nation civique ? » ; B. GOMIS / C. GOUNOT, « Quelles perspectives pour la politique de défense britannique ? ».

*La Grande-Bretagne, des enjeux électoraux à la définition d'un projet politique pour le XXI<sup>e</sup> siècle.*

- B. L. G. CARRE, « Perception et impact au Royaume-Uni de la politique de défense française », *Revue internationale et stratégique*, n° 77, 2010/2, pp. 175-180.

Dans un contexte d'érosion de la puissance stratégique britannique sur la scène internationale et d'évolution rapide du contexte géopolitique, le Royaume-Uni doit redéfinir sa politique de défense. L'auteur montre comment cette révision est en partie déterminée par la vision britannique de l'évolution de la politique de défense française. L'*a priori* positif à l'égard de Nicolas Sarkozy s'est transformé en méfiance devant la poursuite française d'un lien privilégié avec l'Allemagne. Si des possibilités d'associations pragmatiques sont possibles, une coopération plus profonde reste inenvisageable.

- M-C. CONSIDERE-CHARON, « Elections britanniques de 2010 : accord d'opportunité ou mutation durable », *Politique étrangère*, 2010/3, pp. 621-633.

Le rapprochement inédit, après les élections législatives, entre les conservateurs et leurs adversaires historiques, les libéraux-démocrates, s'est produit dans un contexte également sans précédent de crise économique et après treize ans de pouvoir travailliste. L'unité actuelle est cependant menacée par l'opposition irréductible entre les deux partis au pouvoir sur plusieurs sujets, comme la réforme du mode de scrutin ou la politique européenne. L'auteur propose une étude originale du système institutionnel britannique à travers l'examen de sa vie politique nationale.

*L'euro face à la crise financière*

- H. LEPAGE, « L'euro survivra-t-il ? », *Politique internationale*, n° 128, été 2010, pp. 93-112

Depuis la crise grecque, les scénarios prévoyant la fin de l'euro se sont multipliés. Selon l'auteur, les conséquences négatives et les coûts économiques élevés de la monnaie unique étaient cependant prévisibles dès sa mise en place dans des pays trop hétérogènes. L'Union économique et monétaire a simplement accentué les différences et incompatibilités entre les systèmes économiques des Etats membres. Le Pacte de stabilité et de croissance n'a jamais rempli son rôle, victime d'incessants compromis. Le point culminant de cette désintégration du système a été atteint le 10 mai 2010 par la décision de la BCE de racheter la dette publique et privée afin de soutenir les pays en difficulté, en violation des règles européennes. L'auteur juge donc que le prix du sauvetage de l'euro est trop élevé.

- M. SALEHI BREMOND, « Europe : la crise de la cinquantaine... et comment en sortir – Entretien avec Jean-Pierre Jouyet », *Politique internationale*, n° 127, print. 2010, pp. 141-152.

En soulignant le caractère prématuré d'un bilan des nouvelles institutions issues du Traité de Lisbonne, le président de l'Autorité des marchés financiers française propose des pistes permettant d'apporter une réponse européenne à la crise financière qui frappe l'Union et ses membres. La situation de la Grèce a en effet servi de révélateur des divisions exacerbées entre Etats membres sur la politique économique à mener. L'évolution souhaitable devrait consister, du point de vue monétaire, en une gestion plus « active » de l'euro, notamment dans la recherche d'équilibre avec le dollar et le yuan. Sans pouvoir encore envisager un « *gouvernement économique européen* », il est nécessaire de renforcer la gouvernance économique, en particulier en ce qui concerne les politiques fiscale et budgétaire, les questions des prêts et d'investissements. Ces avancées sont tributaires d'une réactivation du « moteur » franco-allemand.



- Y.-T. DE SILGUY, « Un peu de pédagogie sur l'euro », *Politique internationale*, n° 128, été 2010, pp. 81-87.

Après avoir rappelé les raisons de la mise en place de l'euro – qui tiennent essentiellement au parachèvement du marché intérieur et à sa protection face aux retombées des crises financières mondiales –, l'auteur rappelle les bienfaits qui en ont découlé et qu'on tend à oublier actuellement. Aucun Etat n'a intérêt à la disparition de la monnaie unique, ce qui est démontré par les leçons tirées de la gestion de la crise grecque. D'autres pistes sont alors explorées pour rétablir la confiance : le renforcement des mécanismes de coordination des politiques économiques existants, la participation d'une agence européenne spécialisée à la gestion de la dette publique ou encore le renforcement du rôle de l'euro sur la scène internationale par l'instauration d'un « *nouvel ordre économique et monétaire* ».

*L'Union européenne, acteur croissant des relations internationales*

- P.-H. D'ARGENSON, « Les enjeux de la création du service diplomatique européen », *Politique étrangère*, 2010/1, pp. 125-134.

Acquis majeur du Traité de Lisbonne en matière de politique étrangère, le service d'action extérieure placé sous l'autorité du Haut-Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères doit doter l'Union d'une véritable diplomatie. Cependant, l'efficacité de ce nouveau service dépendra largement de ses rapports avec les différentes autorités politiques communautaires. Alors qu'il semble se rapprocher des services de la Commission européenne, un rééquilibrage au sein de la complexe géographie institutionnelle semble nécessaire.

- B. BOLLAERT, « *Just do it !* – Entretien avec Pierre Lellouche », *Politique internationale*, n° 126, hiv. 2010, pp. 97-109.

Spécialiste des questions diplomatiques et militaires, le secrétaire d'Etat français chargé des Affaires européennes – au moment de l'entretien – analyse la nouvelle phase de la construction européenne ouverte par l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. En répondant à plusieurs critiques, il estime que ce texte apporte les outils institutionnels nécessaires pour que l'Union européenne trouve sa place dans le monde globalisé ; il fait notamment référence au rôle central du Président du Conseil européen pour permettre la prise des décisions et assurer leur effectivité et à la mise en place d'un service diplomatique européen qui devrait améliorer la cohérence de la politique étrangère de l'Union. L'essentiel réside cependant dans la volonté politique des Etats membres, qui doivent assumer leurs responsabilités sans attendre le secours du *leadership* américain, au moment où le regard des Etats-Unis est clairement tourné vers l'Asie.

- B. GIEGERISH, « Budget crunch : implications for European defence », *Survival*, vol. LII, n° 4, août-sept. 2010, pp. 87-98

La crise économique semble rendre inéluctable une diminution drastique des budgets de défense en Europe, en particulier de leurs composantes opérationnelles. Cette baisse peut cependant devenir une occasion de rationaliser les coûts, notamment par une plus forte interopérabilité et une division des tâches accrue entre alliés, en particulier au sein de l'OTAN. Il appartient alors aux gouvernements nationaux d'arbitrer entre économies budgétaires et indépendance nationale.

- J. HOWORTH, « OTAN et PESD : complexités institutionnelles et réalités politiques », *Politique étrangère*, 2009/4, pp. 817-828.

Les relations entre l'OTAN et l'Union européenne passent par la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Créées suivant des logiques différentes et connaissant des évolutions rapides mais non convergentes, ces deux institutions, malgré des relations institutionnelles marquées par une certaine complexité, collaborent efficacement sur le terrain. Pour l'auteur, l'avenir de ce lien se fera plus grâce à des collaborations ponctuelles par secteur que par la définition d'un cadre général structurant la relation stratégique.

- J. LIGHTFOOT, « Les relations transatlantiques à la croisée des chemins », *Revue internationale et stratégique*, n° 76, 2009-2010/4, pp. 181-186

L'élection de B. Obama a créé les conditions d'un renforcement des relations euro-américaines. Les Etats-Unis, forts de la popularité de leur nouveau Président dans les pays européens et du consensus sur les questions stratégiques, comptent sur le soutien européen. Cependant, les nombreuses difficultés internes du continent (problème de cohérence, question du *leadership*...) vont certainement limiter l'ampleur de ce rapprochement.

- D. SCHMID, « De l'élargissement à l'éloignement : la Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union européenne ? », *Politique étrangère*, 2010/1, pp. 13-24

Très désireuse d'entrer dans l'Union européenne au début des années 2000, la Turquie semble désormais se lasser des hésitations, voire de l'hostilité, qui se sont développées à son encontre lors des négociations d'adhésion. Dans un contexte de crise économique, les bénéfices attendus d'une éventuelle adhésion se réduisent. Rejoindre l'Union n'apparaît plus comme l'effort principal d'une diplomatie turque de plus en plus présente sur la scène internationale de façon autonome.

- E. VANNIER, « Sanctionner l'Iran : un échec de l'Union européenne », *Revue internationale et stratégique*, n° 78, 2010/2, pp. 41-50

Dressant le bilan des sanctions européennes à l'égard de l'Iran et de leurs conséquences pour les entreprises françaises, l'auteur met en lumière la double inefficacité d'une politique qui ne contraint pas Téhéran tout en empêchant l'implantation de sociétés. Cela conduit au déclasserement de l'Union européenne dans ses relations bilatérales avec l'Iran et à l'affaiblissement de sa capacité de négociation au profit de nouveaux acteurs asiatiques vers lesquels se tourne la République islamique.

### *La Chine à nouveau Empire du milieu ?*

La compréhension et l'évaluation de la progression de l'influence chinoise aux plans régional et mondial ont accaparé une bonne partie des revues internationales, notamment anglo-saxonnes, au cours de l'année 2010. Les analyses des mécanismes et des évolutions internes à la République populaire ont côtoyé des études tentant de redéfinir son rôle régional et mondial. Cette redéfinition a rendu nécessaire un éclaircissement des équilibres régionaux dans la zone sud-asiatique, ainsi qu'une évaluation du rôle de l'autre grande puissance régionale en devenir qu'est l'Inde. La cohérence thématique de ces articles a rendu peu pertinente l'inclusion des études sur la situation afghane, nombreuses mais par ailleurs déjà largement présentée les années précédentes.

### *La redéfinition de la puissance chinoise*

- J.-V. BRISSET, « Les relations franco-chinoises : entre normalité et brouille », *Revue internationale et stratégique*, n° 77, 2010/1, pp. 133-137

Notant l'absence de spécificités dans la relation bilatérale franco-chinoise, l'auteur voit dans la politique de Nicolas Sarkozy un échec ayant entraîné diverses concessions symboliques et une multiplication des transferts de technologies. Alors même qu'il n'y a pas de confrontation d'intérêts stratégiques, il s'agirait d'abandonner l'imprévisibilité et la recherche d'un rapport privilégié pour favoriser l'unité européenne face à la Chine et ainsi amener un certain rééquilibrage de la relation.

- C. P. COUTANSAIS, « La Chine au miroir de la mer », *Revue internationale et stratégique*, n° 78, 2010/2, pp. 29-39

Après avoir refusé un possible statut de puissance maritime à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, la Chine a connu une évolution profonde depuis la fin des années 1970. Prenant conscience de ce que le statut de grande puissance passe par une certaine vocation maritime, elle développe progressivement un marine de haute mer, dévoilant ainsi ses ambitions internationales – d'abord à visées régionales, comme l'a montré la « *poussée conquérante* » en mer de Chine du Sud, puis mondiales, ainsi que le traduit le Livre blanc sur la défense de 2006 –, même si l'objectif d'une marine véritablement mondiale n'est pas atteint.

- M. T. FRAVEL / E MEDEIROS, « China's search for assured retaliation: The evolution of Chinese nuclear strategy and force structure », *International Security*, vol. XXXV, aut. 2010, pp. 48-87

La force nucléaire chinoise a été, depuis sa création, sous-équipée sur les plans matériels et doctrinaux. La prégnance de la conception de Mao, selon laquelle la seule utilité de l'arme atomique était la capacité de dissuasion, ainsi que l'opacité organisationnelle de la République populaire et de son armée, sont avancées comme arguments pour expliquer cette relative faiblesse. La réduction des contraintes matérielles lors des dernières années a cependant ouvert le débat sur la crédibilité de la dissuasion chinoise, en particulier vis-à-vis des forces américaines.

- A. L. FRIEDBERG, « Implications of the financial crisis for the US-China rivalry », *Survival*, vol. LII, n° 4, août-sept. 2010, pp. 31-54

La crise économique a mis un frein à la réduction de l'écart entre les économies américaine et chinoise. Cependant, ses effets se situent sur différents registres et sur de multiples durées. Au-delà de ses conséquences sur les choix économiques internes des deux pays, elle aura une incidence sur leur relation bilatérale ainsi que, potentiellement, sur leur position globale et leur prestige.

- A. DE LA GRANGE, « La Chine, un 'partenaire global' pour les Etats-Unis ? », *Revue internationale et stratégique*, n° 76, 2009-2010/4, pp. 187-191

Les premiers temps de la présidence Obama se sont traduits par une amélioration des rapports sino-américains. En effet, le nouveau Président américain a pris conscience de la réalité de la nouvelle puissance chinoise en multipliant les propositions de partenariats afin de former un G2 aux ambitions globales. Cependant, la Chine préfère pour le moment conserver une position défensive, ne souhaitant pas cogérer les affaires mondiales avec les Américains.

- R. D. KAPLAN, « The geography of Chinese power ; how far can Beijing reach on land and at sea », *Foreign Affairs*, vol. LXXXIX, n° 3, mai-juin 2010

La géographie de la Chine dicte en partie son comportement international de puissance continentale par tradition. De la sécurisation des sources énergétiques à la colonisation ethnique des voisins du Nord, en passant par les tensions séparatistes de certaines régions, l'auteur envisage les nouveaux développements et perspectives de politique extérieure d'un pays en pleine ascension.

- A. B. KENNEDY, « China's new energy-security debate », *Survival*, vol. LII, n° 3, juin-juil. 2010, pp. 137-158

L'augmentation de la consommation énergétique de la Chine pose plusieurs questions relatives à sa sécurité énergétique. Le débat sur la diversification des sources d'approvisionnement, notamment, a pour corollaire une interrogation sur la place relative de la marine nationale dans la défense globale du pays et, donc, dans l'effort budgétaire et capacitaire. La sécurité extérieure ne fait pourtant pas oublier les problématiques de meilleure gestion de l'énergie à l'intérieur, en particulier sur le plan de la pollution et de l'efficacité des moyens actuels de production d'énergie.

- C. MEYER, « L'envers d'une Chine conquérante », *Politique internationale*, n° 127, print. 2010, pp. 361-374

L'année 2009 a été marquée par l'omniprésence de la Chine sur la scène internationale, cet Etat bénéficiant notamment de l'absence de répercussions importantes de la crise financière sur son économie. Malgré un certain nombre d'atouts, si elle veut réellement s'affirmer en tant que puissance mondiale, la Chine doit relever trois défis. Elle doit tout d'abord réduire sa dépendance de l'étranger, qui a trait au niveau très élevé de ses exportations, à l'utilisation de technologies étrangères et aux importations de matières premières. La Chine doit en deuxième lieu corriger deux déséquilibres internes importants : les disparités croissantes de développement entre ses régions et plusieurs manifestations d'un désastre écologique. Elle doit enfin asseoir son *leadership* en Asie, même si elle exerce déjà une influence stratégique prédominante sur les questions de sécurité.

#### *L'Inde, partenaire régional*

- E. S. FEIGENBAUM, « India's rise, America's interest », *Foreign Affairs*, vol. XLIX, n° 2, mars-avr. 2010, pp. 76-91

L'auteur, qui a notamment occupé le poste de Deputy Assistant Secretary of State for South Asia sous la seconde administration Bush et a largement contribué au développement des relations indo-américaines, analyse dans cet article leurs principales évolutions durant les années 1990 et 2000. Lors de l'entrée en fonction de l'administration Obama, bien des écueils de la relation bilatérale ont disparu. Cependant, le potentiel de cette relation reste encore entravé par diverses questions, qui réapparaissent plus nettement. L'Inde et les Etats-Unis ont noué un partenariat stratégique, mais ce dernier reste problématique.

- S. A. HOFFMANN, « Change in India-US diplomatic practices – An interim report », *Institute for Defence and Analysis Occasional Paper*, n° 10, sept. 2010, 45 p.

Cette étude s'inscrit dans un projet plus vaste, mené conjointement aux Etats-Unis et en Inde, portant sur la période 1997-2010. Cet article offre une première analyse de

l'évolution des pratiques diplomatiques dans la relation entre l'Inde et les Etats-Unis durant cette période qui a été marquée par un développement sans précédent de la relation indo-américaine. L'auteur montre que si de nouvelles pratiques sont apparues au fil de la période étudiée, certaines, plus anciennes, ont également perduré. La modification d'un certain nombre de ces comportements diplomatiques a fait partie des éléments ayant permis le rapprochement indo-américain. La persistance d'anciennes pratiques peut aussi, parfois, expliquer la persistance de problèmes traditionnels et, donc, de limites dans le développement des relations bilatérales.

- F. ROCHEBLOINE / C. LEVENSON, « Chine-Inde : l'enjeu tibétain », *Politique internationale*, n° 128, été 2010, pp. 425-436.

L'année 2009 a été marquée par un regain de tension entre la Chine et l'Inde au sujet du Tibet, manifesté par la multiplication d'incidents frontaliers. La question de la frontière commune dans cette région n'a en effet jamais été résolue depuis l'occupation du Tibet par la Chine. Un rappel historique permet de mieux comprendre les ambiguïtés des prises de position de l'Inde sur cette question. L'urgence d'un règlement du différend entre les deux pays les plus peuplés du monde apparaît aujourd'hui, alors que la question stratégique de la jouissance et de la gestion de l'eau – le Tibet disposant de la troisième masse glaciaire la plus importante au monde – est au centre des préoccupations. Le risque d'une crise régionale majeure explique les propositions visant au rapprochement des deux points de vue avancées récemment par Londres et Moscou.

#### *Les équilibres asiatiques*

- S. BOISSEAU du ROCHER, « L'ASEAN : une stratégie agitée, une vocation incertaine », *Questions internationales*, n° 44, juil.-août 2010, pp. 93-100.

On assiste actuellement à une mise en évidence des difficultés de l'ASEAN, dont la stratégie n'est plus lisible et dont le modèle a été remis en question par la crise économique et politique de la fin des années 1990. L'organisation n'apparaît pas capable de prendre des décisions qui s'inscrivent dans des choix politiques clairs et perd de son influence dans la région, face à l'émergence de nouveaux partenariats.

- B. EISENBAUM, « Négociation, coopération régionale et jeu d'influences en Asie centrale : l'Organisation de coopération de Shanghai », *Politique étrangère*, 2010/1, pp. 151-164.

L'Organisation de coopération de Shanghai s'est construite dans une optique sécuritaire de rapprochement sino-russe afin de contrôler l'espace centre-asiatique, fondamental pour la sécurité de ces deux pays face au terrorisme islamiste et pour l'approvisionnement énergétique. La tentative d'élargissement des missions au champ économique s'est soldée par un relatif échec en raison des craintes russes face à la puissance économique chinoise. Cette organisation internationale reste cependant un acteur central pour maintenir un certain équilibre dans cette région, soumise à une domination russe ancienne et une présence chinoise grandissante.

- I. FACON, « Le tandem sino-russe, un défi pour l'Occident ? », *Politique internationale*, n° 127, print. 2010, pp. 375-392

L'auteur entend relativiser les inquiétudes exprimées en Occident face à un rapprochement sino-russe qui remonte à la moitié des années 1990 et qui semble se fonder sur une opposition à l'Europe et aux Etats-Unis. Au premier abord, il est certain que cette

coopération (illustrée notamment par le Partenariat stratégique de 1996, par la création en 2001 de l'Organisation de coopération de Shanghai ou encore par la conclusion récente de nombreux traités bilatéraux sur des questions très variées) se développe en partie par la défense d'un « ordre international multipolaire » ou par la dénonciation des ingérences des Occidentaux dans les affaires intérieures de plusieurs pays au nom des droits de l'homme. Une analyse plus approfondie révèle cependant que ces rapports tendent essentiellement à la stabilisation de l'Asie centrale post-soviétique. De plus, l'entente sino-russe connaît d'importantes limites, notamment les différences notables dans la situation économique et démographique des deux pays, ainsi que dans le choix de leurs alliés. Le point commun le plus marquant à l'égard de l'Occident réside dans la volonté d'être considéré comme une grande puissance.

- O. GUILLARD, « L'Asie, grande négligée de la politique étrangère du président Sarkozy ? », *Revue internationale et stratégique*, n° 77, 2010/1, pp. 139-144

Si le président Sarkozy a pris conscience des évolutions profondes que connaît le continent asiatique et du déplacement vers l'Orient du centre de gravité du monde, il n'a pas fait de l'Asie une priorité de sa politique étrangère. Celle-là se veut surtout pragmatique : il s'agit ce multiplier les relations commerciales et de limiter les critiques politiques. De leur côté, les capitales asiatiques ne font pas de la France un acteur fondamental de leur diplomatie, ce désintérêt ne laissant parfois la place qu'à une certaine irritation à l'égard du Président français, comme lors d'un premier voyage jugé trop rapide en Inde.

- D. ROY, « Parsing Pyongyang's strategy », *Survival*, vol. LII, n° 1, fév.-mars 2010, pp. 111-136

La Corée du Nord a sur la scène internationale un comportement erratique et parfois contradictoire. Sont ici présentées et commentées trois théories mettant en avant les intérêts de politique intérieure des dirigeants nord-coréens comme facteurs explicatifs à ce comportement. L'irrationalité des dirigeants ainsi que l'opportunité d'entretenir une tension extérieure afin de préserver le contrôle sur une population et des élites sous tension sont perçus par l'auteur comme des arguments marginaux. C'est bien plutôt la recherche d'avantages matériels par la pression sur la communauté internationale qui apparaît alors comme la variable majeure de la politique extérieure nord-coréenne.

### *La Russie : rétablir un statut de puissance*

Qu'il s'agisse de la conduite des relations bilatérales ou de la stratégie interne et internationale en matière de sécurité, tous les observateurs remarquent les efforts de la Russie tendant au rétablissement de son statut de grande puissance. Les principales manifestations de cette politique se retrouvent au plan régional, mais les liens entretenus avec les pays occidentaux ainsi que certaines organisations internationales – bien que non dénués d'ambiguïtés – semblent confirmer cette volonté également au niveau mondial. Les principaux obstacles qui se dressent à l'encontre de ce dessein se situent cependant à l'intérieur même de la Fédération de Russie, dont la politique interne est caractérisée par un déficit démocratique et des difficultés de gestion notables.

### *Numéro spécial*

- « Géopolitique de la Russie », *Hérodote*, n° 138, 3<sup>e</sup> trim. 2010, pp. 3-180.

Après plus d'une décennie de recul sur la scène internationale, Moscou souhaite désormais reprendre la maîtrise de son immense territoire afin de redevenir une grande puissance. Se fondant sur une relecture pragmatique de son identité nationale, la Russie a pour premier objectif en politique étrangère le contrôle de son « étranger proche », de l'Asie centrale à la mer Noire en passant par le Caucase. Les rapports parfois difficiles mais toujours incontournables avec les pays européens démontrent la volonté russe de définir une relation particulière avec cette zone.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : M. GUNEC, « La Russie et les 'sécessionnismes géorgiens' » ; K. LIMONIER, « La flotte russe de mer Noire à Sébastopol : une 'forteresse impériale' au Sud ? » ; S. NIES, « L'énergie, l'Union européenne et la Russie » ; A. FILLER, « L'identité nationale russe : anatomie d'une représentation ».

#### *Les faiblesses de la politique intérieure*

- O. GUEZ, « Le fantôme de Staline – Entretien avec O. Figes », *Politique internationale*, n° 128, été 2010, pp. 23-33

L'historien britannique relève, au-delà des constantes de l'histoire russe, des parallèles frappants entre la Russie de Staline et celle de l'ère Poutine. Plusieurs événements des années 1990 vécus comme des humiliations peuvent expliquer cela, avant tout la perte du rang de superpuissance, ainsi que la crise économique de 1998. A partir de la désignation de l'Occident comme responsable de cette situation, une véritable bataille idéologique a été menée, notamment en revisitant l'histoire du pays. Malgré quelques améliorations pendant les années 1990, la Russie ne connaît toujours pas d'Etat de droit et continue à fonctionner comme un empire en matière de politique étrangère, grâce à ses zones d'influence. La seule nouveauté concerne les liens entre la politique et le monde des affaires, alors que la société civile n'est toujours pas capable de s'exprimer.

- C. KING / R. MENON, « Prisoners of the Caucasus; Russia's invisible civil war », *Foreign Affairs*, vol. LXXXIX, n° 4, juil.-août 2010, pp. 20-34

Le Caucase demeure le point d'origine et de fixation des tensions séparatistes et du terrorisme en Russie. Si la religion, le nationalisme ou l'économie sont avancés pour expliquer l'hostilité des populations des marches de la Fédération envers le pouvoir central, c'est surtout la mauvaise gestion de ces régions par ce dernier qui en est la cause. En marginalisant le problème, et en désolidarisant les populations des enjeux nationaux, les gouvernants légitiment le sentiment que ces Etats ne font déjà plus partie de la Russie.

- G. RAYKO / I. LASSERRE, « Russie : comment défendre les droits de l'homme ? – Entretien avec Oleg Orlov », *Politique internationale*, n° 128, été 2010, pp. 9-21

Le directeur du Centre de défense des droits de l'homme de l'une des ONG les plus importantes de Russie, Memorial, analyse la transformation du conflit tchétchène en guerre civile et les évolutions prévisibles de la situation. Le président Ramzan Kadyrov a conduit une politique de « tchétchénilisation » du conflit en déléguant aux forces tchétchènes pro-russes le recours illégal à la force, ce qui a également conduit à une radicalisation et à une islamisation de la résistance. En faisant référence aux possibilités de déstabilisation des régions voisines, l'Ingouchie et le Daghestan, il examine les raisons historiques et politiques de l'échec de la démocratie en Russie. Aucun secours ne peut être attendu de l'étranger, en l'absence d'une politique européenne cohérente à l'égard de la Russie.

- A. SOLDATOV / I. BOROGAN, « Russia's new nobility; the rise of the security services in Putin's Kremlin », *Foreign Affairs*, vol. LXXXIX, n° 5, sept.-oct. 2010

Le FSB, successeur du KGB soviétique, a pris avec l'ascension de Vladimir Poutine une place prépondérante dans l'appareil gouvernemental russe. Les auteurs nous présentent ici, par le biais d'un rappel historique retraçant le parcours des agences de sécurité russes lors des soixante dernières années, une organisation dont ils montrent le passéisme, la corruption, l'inefficacité et l'opacité. Le FSB apparaît comme une source du durcissement sécuritaire de la Russie contemporaine, en particulier dans le domaine des droits de l'homme.

*Les relations bilatérales, entre rapprochement et continuité*

- T. DELPECH, « Le traité 'New START' côté cour », *Politique internationale*, n° 128, été 2010, pp. 195-206

Ce traité sur le contrôle des armements signé par les présidents américain et russe le 8 avril 2010 ne mérite probablement pas d'être qualifié d'« historique » au regard de son contenu. Il ne modifie pas, en effet, les équilibres stratégiques, en prévoyant très peu de réductions supplémentaires d'armements. De plus, il exclut les armes non stratégiques et les principaux problèmes posés par l'arsenal russe ne semblent pas avoir été suffisamment pris en compte par les Etats-Unis. Diverses raisons politiques expliquent sa conclusion au début de 2010 : l'expiration du Traité START I à la fin de l'année et la volonté du président Obama de rouvrir des négociations – plutôt que reconduire ce traité – afin de se démarquer de son prédécesseur.

- A. DUBIEN, « Etats-Unis–Russie : un partenariat est-il possible ? », *Revue internationale et stratégique*, n° 76, 2009-2010/4, pp. 193-196

L'arrivée du président Obama a permis d'installer un nouveau climat dans les relations russo-américaines, après une période de « petite guerre froide », qui, liée à l'élargissement à l'Est de l'OTAN, a débuté au milieu des années 1990 et a atteint son apogée en 2007-2008, malgré la parenthèse du 11 septembre 2001. Le nouveau Président américain cherche à rétablir un dialogue constructif avec Moscou, notamment sur le désarmement nucléaire, ce qui ne supprime cependant pas toutes les incertitudes pesant sur cette relation.

- A. DUBIEN, « Nicolas Sarkozy et la Russie, ou le triomphe de la *Realpolitik* », *Revue internationale et stratégique*, n° 77, 2010/1, pp. 129-131

Nicolas Sarkozy poursuit la politique de la « relation spéciale » entre la France et la Russie, amorcée par le général de Gaulle et reconduite par tous les présidents de la V<sup>e</sup> République. Cette orientation a surpris en contredisant les déclarations de campagne du nouveau Président. Elle s'explique par la volonté russe de garder des liens privilégiés avec la France, notamment sur le plan commercial, et par la crise géorgienne. Si les relations entre les deux pays sont bonnes, l'auteur s'interroge sur l'existence d'une véritable stratégie française à l'égard du partenaire russe.

- G. MINK, « La réconciliation polono-russe : vers un changement de paradigme ? », *Politique étrangère*, 2010/3, pp. 607-619

Le rapprochement polono-russe est conditionné par la capacité du peuple polonais à surmonter le traumatisme mémoriel lié aux relations historiques particulières entre les deux pays. En dépassant ces tensions par la « diplomatie du pardon », un changement majeur de la



géopolitique européenne semble pouvoir désormais s'accomplir. Cette évolution est aujourd'hui suspendue à la volonté de chacun des acteurs de poursuivre sur cette voie malgré plusieurs difficultés, comme la récente catastrophe aérienne de Smolensk.

*Les évolutions en matière de sécurité*

- G. ACKERMAN, « Armée russe : le temps de la réforme – Entretien avec P. Felgengauer », *Politique internationale*, n° 126, hiv. 2010, pp. 65-80

Le caractère obsolète de l'armée russe est devenu évident lors de la guerre avec la Géorgie en 2008, selon cet expert militaire russe. Cette constatation a permis d'accélérer la réforme militaire la plus importante depuis la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Celle-là vise essentiellement à développer un système d'information unifié, à constituer des forces armées régulières et à disposer d'armements modernes. Au regard de l'ampleur de la réforme, un certain délai sera nécessaire, notamment afin d'importer les technologies relatives aux armes sophistiquées. Une fois ce processus terminé, il existe un risque élevé de multiplication des conflits armés, notamment avec l'Ukraine.

- T. GOMART, « OTAN-Russie : la 'question russe' est-elle européenne ? », *Politique étrangère*, 2009/4, pp. 845-858

L'analyse de la relation triangulaire Etats-Unis-OTAN-Russie montre une grande diversité d'analyse chez chacun des partenaires à l'égard des autres, même si le rapport du couple occidental à la Russie se caractérise toujours par une méfiance réciproque. Il y a pourtant une nécessité de coopérer en raison de l'importance de ce triangle en matière de sécurité. Ces nouveaux rapports doivent s'inscrire dans une réflexion globale et non plus centrée sur le théâtre européen.

- T. GRAHAM, « The sources of Russia's insecurity », *Survival*, vol. LII, n° 1, fév.-mars 2010, pp. 55-74

L'histoire russe montre l'importance prépondérante accordée à l'intégrité territoriale par les dirigeants. Ce souci récurrent est aujourd'hui, de manière paradoxale au vu de l'actualité, exacerbé par une situation géopolitique inédite : la Russie est cernée par des puissances plus riches, plus peuplées ou plus dynamiques qu'elle, là où elle avait toujours été le pivot. Afin de retrouver sa place, elle doit se réformer et affronter les défis de l'infrastructure, des nouvelles technologies, de l'identité nationale et de la place de l'Occident

- R. HOWARD, « Russia's new front line », *Survival*, vol. LII, n° 2, avr.-mai 2010, pp. 141-156

La fonte de la calotte polaire et l'ouverture sur sa façade nord d'une mer accessible ouvre à la Russie un nouveau terrain sur lequel elle doit, face aux autres puissances régionales, affirmer son autorité, par des démonstrations de force si nécessaire. Si la perspective de sécuriser d'importantes réserves de ressources naturelles dans la région arctique ne doit pas être sous-estimée comme facteur explicatif de la virulence russe dans la région, c'est bien la crainte de voir s'ouvrir un nouveau front sur sa frontière la plus vulnérable qui en est le moteur essentiel.

- S. ROGOV, « L'OTAN et la Russie : vu de Moscou », *Politique étrangère*, 2009/4, pp. 829-844

De Russie, l'OTAN, créée pour faire face à la menace soviétique, ne représente qu'une nouvelle forme de la « menace occidentale ». Perdant sa raison d'être avec la chute de l'URSS, l'OTAN apparaît désormais sans objet à Moscou, mais toujours aussi menaçante,

notamment en raison de son extension vers l'Est. Alors que la présidence Bush a été l'occasion d'un regain de tensions, la nouvelle présidence américaine a l'occasion de développer une politique d'apaisement et de redéfinition de la relation entre l'organisation et la Russie.

- N. SOKOV, « Missile defence : towards practical cooperation with Russia », *Survival*, vol. LII, n° 4, août-sept. 2010, pp. 121-130

La menace d'un Iran nucléaire se faisant plus pressante, en particulier après des essais de missiles balistiques par la République islamique, la Russie a revu sa position à son égard. Ce revirement pourrait alors permettre d'infléchir la position russe sur la question d'un bouclier antimissiles restreint en Europe, voire au Moyen-Orient. Cependant, les limitations à une coopération russe à un tel projet demeurent nombreuses, tant au niveau technique que politique.

- R. WEITZ, « Illusive visions and practical realities : Russia, NATO and missile defence », *Survival*, vol. LII, n° 4, août-sept. 2010, pp. 99-120

La perception de plus en plus négative qu'a la Russie de la perspective d'un Iran nucléarisé semble ouvrir la voie à une potentielle coopération sur un système de défense antimissiles entre l'OTAN et la Russie. Au-delà des questions politiques, elles-mêmes loin d'être résolues, subsistent des contraintes techniques relatives à la nécessaire réactivité d'un tel système. L'étude de ces facteurs semble donc nécessaire à l'évaluation de la crédibilité d'un système qui irait de « Vancouver à Vladivostok ».